



VILLE DE

Ploufragan

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE POUR 2022

CONSEIL MUNICIPAL

du mardi 9 novembre 2021

Table des matières

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022	1
LA FRANCE DANS L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	2 à 6
1. <i>La croissance mondiale en 2022</i>	
2. <i>La zone Euro</i>	
3. <i>L'économie française</i>	
4. <i>L'économie locale</i>	
LES GRANDES ORIENTATIONS FINANCIERES POUR 2022	6 à 8
1. <i>Un environnement en mouvement</i>	
2. <i>La fiscalité</i>	
LES ELEMENTS DE PROSPECTIVE BUDGETAIRE	8 à 28
1. <i>Les principales recettes de fonctionnement</i>	
2. <i>Les principales dépenses de fonctionnement</i>	
3. <i>L'investissement</i>	
LA POLITIQUE RESSOURCES HUMAINES	29 à 32
1. <i>Les dépenses de personnel et leur évolution</i>	
2. <i>La structure de l'effectif</i>	
3. <i>Le temps de travail</i>	
4. <i>Les orientations pour 2022</i>	
LA GESTION DE LA DETTE	33 à 34
1. <i>La gestion de la dette</i>	
LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS	35 à 37
1. <i>L'épargne disponible</i>	
2. <i>Le financement du PPI</i>	
3. <i>L'équilibre financier à horizon 2022</i>	
4. <i>La capacité de désendettement</i>	
ANNEXE	38

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la ville (analyse rétrospective).

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux.

Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le maire sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. L'information est même renforcée dans les communes de plus de 10 000 habitants puisque le rapport d'orientations budgétaires (ROB) doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel (analyse prospective) (des effectifs des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail....) Le ROB n'est pas qu'un document interne : il doit être transmis au préfet de département et au président de l'EPCI dont la commune est membre mais aussi être mis à la disposition du public à l'hôtel de ville. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen. Il est à noter que désormais, le débat ne devra pas seulement avoir lieu, il devra en outre être pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Ce débat doit en effet permettre au conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif voire au-delà pour certains programmes lourds. Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement.

Grandes tendances

1. *La croissance mondiale en 2022* ((source la Banque postale septembre /octobre 2021)

La vive phase de rebond qu'a connue l'économie mondiale à partir de la mi-2020 paraît avoir culminé au début de l'été (essoufflement du rattrapage dans les pays les plus avancés, contraintes d'approvisionnement perturbant les chaînes de production, effets de la 4ème vague épidémique).

• **Les chiffres élevés d'inflation aux Etats-Unis sont le fruit d'importants effets de base (énergie). Ils reflètent aussi les conséquences directes et indirectes (marché automobile) des pénuries évoquées plus haut. En zone euro, la hausse des prix est moins prononcée mais la normalisation du taux de TVA outre-Rhin qui avait été abaissé temporairement sur les derniers mois de 2020 se traduit par une inflation facialement élevée.** Dans certains pays émergents, l'inflation reste soutenue, du fait notamment de la hausse des prix alimentaires. **C'est surtout la transmission des coûts additionnels liés aux pénuries de composants et au renchérissement des matières premières qui pose question. Un effet sur les secteurs en aval commence à se faire sentir. D'autres facteurs structurels pourraient moins jouer en faveur de la désinflation (possible plancher atteint par les prix des semi-conducteurs, moindre effet de l'approvisionnement dans les pays à bas coûts, etc.). Mais *in fine* ce sera l'évolution des salaires qui sera le juge de paix.** De ce point de vue la sortie de crise paraît aujourd'hui moins pénalisante pour l'emploi et le chômage qu'on ne le redoutait au printemps 2020. Cela pourrait favoriser une accélération des salaires. Des éléments structurels (intensité de la concurrence sur le marché des biens et du travail) pourraient limiter l'ampleur de ce mouvement comme cela avait été le cas avant la crise.

• **Les banques centrales vont dans ce contexte devoir agir avec doigté.** La décélération de la croissance à partir d'un niveau très élevé ne peut être un obstacle à esquisser un début de normalisation monétaire. La dynamique d'inflation ne doit pas non plus conduire à surréagir. La Fed pourrait prochainement clarifier son calendrier pour réduire ses achats d'actifs. La BCE devrait faire preuve de prudence avec sa nouvelle cible d'inflation (2 % à moyen terme) mais certains membres plaident pour qu'une réduction des achats d'actifs s'amorce. Plusieurs banques centrales de pays émergents ont du reste relevé leur taux directeur

• Les difficultés financières d'Evergrande ont secoué les marchés financiers mais pour l'instant personne ne veut croire à un nouveau Lehman. Les investisseurs tablent sur une intervention des autorités chinoises mais ces dernières ne veulent pas se précipiter pour créer un aléa moral. Les difficultés du géant chinois de l'immobilier témoignent néanmoins de l'hypertrophie de ce secteur dans l'économie chinoise. La principale conséquence sera très certainement un net ralentissement de l'activité dans la construction. Cela va s'ajouter à plusieurs freins qui pèsent sur la croissance chinoise actuellement : ressaut localisé de l'épidémie, contraintes fortes sur la disponibilité d'énergie liées à la nécessité de respecter les normes d'émissions de CO2 et au renchérissement du prix du charbon, difficultés d'approvisionnement en composants pour l'industrie. La production industrielle chinoise recule ainsi depuis le début de l'année, ce qui est très inusuel.

• Cela n'est pas sans implication sur le reste du monde, comme en témoigne le plafonnement des échanges mondiaux ces derniers mois, qui contraste avec le vif rebond de la seconde partie de l'année 2020. Les dernières enquêtes de conjoncture confirment ainsi un certain freinage de la croissance aux Etats-Unis et en zone euro, surtout dans l'industrie.

• Si des signes de modération ont été perçus en juillet-août outre-Atlantique, la question de l'inflation continue à tarauder les esprits. Les contraintes d'approvisionnement et les goulets d'étranglement se traduisent en hausse des prix. Le prix du pétrole a ainsi dépassé son niveau d'avant crise. En Europe, c'est l'accélération du prix du gaz et de

l'électricité qui inquiète. Comment les ménages vont-ils s'adapter ? Vont-ils puiser dans l'épargne accumulée depuis un an et demi ou vont-ils modérer leurs achats ?

- Dans ce contexte compliqué, les banques centrales commencent à préciser le profil que devrait prendre la modération du soutien monétaire dans les mois à venir. La Fed devrait être la première à s'engager dans une réduction des achats d'actifs, fin 2021 ou au plus tard début 2022. La BCE devrait lui emboîter le pas avec quelques mois de décalage.

Alain Henriot

(contributeurs P. Aurain, M. Blanchet et F. Deschard)

2. La zone Euro

Une situation sanitaire compliquée va retarder la reprise .

Des perturbations persistantes sur les chaînes de valeur et des pressions haussières sur les prix

A retenir

- **Depuis juillet le climat des affaires s'est un peu effrité, surtout dans l'industrie et plus particulièrement en Allemagne.** Décélération de l'économie chinoise (illustrée par la moindre progression des exportations des pays de la zone euro vers ce pays) et contraintes d'approvisionnement au fort impact sectoriel (automobile) sont à l'origine de ce mouvement. Par ailleurs, les contraintes liées à la 4ème vague épidémique ont (un peu) pesé sur l'activité dans les services. La croissance du PIB devrait malgré tout être encore forte au 3ème trimestre.
- **En septembre l'inflation dépasse son point haut de 10 ans (3,4 % sur un an), en forte accélération depuis le début de l'année. Cela tient d'abord à la fermeté du prix du pétrole et aux tensions sur les prix du gaz, ce qui se traduit par une hausse des prix de l'énergie de 17,4 % sur un an (soit une contribution de 1,7 point).** L'inflation sous-jacente est plus sage (1,9 % sur un an) mais elle accélère aussi (notamment les prix des services). Cela tient en partie à la normalisation du taux de TVA en Allemagne qui avait été abaissé en juillet 2020 pour faire face à la crise. **La hausse des prix à la production est quand même soutenue (+2,6 % sur un an en juillet pour les biens de consommation),** ce qui reflète sans doute les tensions sur l'approvisionnement observées dans certains secteurs.
- **A 7,5 % en août le taux de chômage a retrouvé son niveau de fin 2019.**
- **Tendance (septembre) : les projections du PIB (4,8 % pour 2021) sont encore légèrement révisées à la hausse (4,6 % en août, 4,2 % en juin). Elles intègrent une progression du PIB qui a plutôt surpris à la hausse au 2ème trimestre (+2 % en rythme instantané). Elles sont aussi très solides pour 2022 (4,4 %). Les prévisions d'inflation sont encore revues à la hausse pour 2021 (à 2,1 %) mais elle n'est attendue qu'à 1,4 % sur un an fin 2022.**

Politique économique

- **Politique monétaire :**

- Lors du Conseil des gouverneurs fin juillet Christine Lagarde avait clairement laissé entendre que la BCE maintiendrait une politique monétaire très accommodante tant que l'inflation ne dépasserait pas durablement 2 %, ce que ne laissait pas entrevoir les projections des économistes de la BCE. En septembre, elle a réussi à trouver un équilibre au sein du Conseil. Le rythme des achats nets d'actifs du PEPP(1) sera ralenti par rapport aux deux derniers trimestres. L'enveloppe totale (1 850 Md€ jusqu'en mars 2022) demeure cependant inchangée. Rien n'est précisé sur la suite du calendrier. La BCE se garde une flexibilité totale.

(1) *Le programme d'achats de titres d'urgence (PEPP pour pandemic emergency purchase programme) a été lancé par la Banque centrale européenne (BCE) le 18 mars 2020 pour lutter*

contre les conséquences de la pandémie de Covid-19. Il s'agit d'une mesure de **politique monétaire** dite « non conventionnelle ».

A surveiller

- Les contraintes d'approvisionnement vont-elles s'estomper ou perdurer et entraver la reprise ?
- Comment les ménages vont-ils absorber les pertes de pouvoir d'achat ? Vont-ils puiser dans leur épargne ?

3. L'économie française

Freinage dans l'industrie, résilience dans les services

A retenir

- En septembre, le climat des affaires se stabilise après s'être replié en juillet-août. Il s'inscrit à un niveau élevé, bien au-dessus de celui d'avant la crise sanitaire et de sa moyenne de longue période.

Dans le secteur des services, le climat des affaires s'améliore légèrement sans doute sous l'effet de l'évolution favorable de la pandémie. Dans le bâtiment également, les chefs d'entreprises se déclarent un peu plus confiants sur leurs perspectives d'activité, malgré des tensions sur l'appareil productif qui restent fortes. En revanche, le climat des affaires se détériore dans l'industrie (carnets de commandes moins garnis).

- En septembre, la confiance des ménages se redresse et repasse au-dessus de la moyenne de longue période, traduisant à la fois une certaine maîtrise de la situation sanitaire et un marché du travail résilient. L'opportunité d'épargner est toujours très élevée. Cela peut être interprété comme une certaine prudence des ménages mais aussi cela illustre la surépargne accumulée entre le début 2020 et la mi-2021 : près de 150 Md€ soit environ 12 % de la consommation annuelle des ménages. La collecte nette sur les dépôts à vue est d'ailleurs repartie à la hausse depuis le printemps dernier. En août les dépenses des ménages se reprennent un peu mais elles restent relativement modérées.

Il est possible que certains achats de biens fabriqués soient contraints par l'offre.

- L'inflation s'élève à 2,1 % sur un an en septembre après 1,9 % en août, avec une accélération des prix de l'énergie.

- Si les investissements dans l'industrie vont être forts en 2021 (sauf dans l'automobile), d'autres composantes de l'investissement sont plus fragiles. Notamment la construction de bureaux est en recul de 25 % sur les huit premiers mois de l'année par rapport à 2019.

Politique économique

- Fin du « quoi qu'il en coûte » : 240 Md€ ont été injectés dans l'économie dont 160 Md€ de prêts (un peu plus de 140 Md€ de PGE). Le fonds de solidarité (35 Md€) prendra fin le 30 septembre. Le dispositif d'activité partielle aurait aussi coûté environ 35 Md€ auxquels il faut ajouter de l'ordre de 10 Md€ de réductions ou exonérations de charges. Ces chiffres n'intègrent pas les sommes du plan de relance (objectif 100 Md€) : en septembre 2021 47 Md€ avaient été engagés avec une cible de 70 Md€ fin 2021. Le déficit public et l'endettement devraient commencer à refluer l'an prochain : le premier est attendu à 4,8 % du PIB contre 8,4 % du PIB en 2021, tandis que l'endettement passerait de 115,6 % du PIB cette année à 114 % l'an prochain. Hypothèse de croissance à 6 % et 4 % en 2021 et 2022.

A surveiller

- Le taux de chômage est revenu à son niveau de fin 2019. Quid des personnes aux marges de la population active et d'un risque de hausse des défaillances ? Le net reflux du chômage partiel cet été est tout de même rassurant.

4. L'économie locale

Indicateurs clés de la région Bretagne

Indicateurs clés de la région Bretagne

Indicateurs clés régionaux	Date de mise à jour	Type et date de valeur	Valeur	Tendance/période précédente (1)	
				Régionale	Nationale
Emploi et marché du travail					
Emploi salarié total (en milliers)**	30/09/2021	CVS - 2 ^e trim. 2021	1 256,3	↗	↗
Emplois salarié privé (en milliers)**	30/09/2021	CVS - 2 ^e trim. 2021	951.70	↗	↗
Emplois intérimaires (en milliers)	30/09/2021	CVS - 2 ^e trim. 2021	43,3	↗	↗
Taux de chômage (en %) **	30/09/2021	CVS - 2 ^e trim. 2021	6,5	↘	↘
Demandeurs d'emploi (A, B, C) *	27/07/2021	CVS - 2 ^e trim. 2021	266 590	↘	↘
Entreprises					
Créations d'entreprises*	16/07/2021	CVS - 2 ^e trim. 2021	9 251	↗	↘
Défaillances d'entreprises *	01/09/2021	brute - cumul annuel au 2 ^e trim. 2021	1 031	↘	↗
Construction neuve					
Logements autorisés**	29/09/2021	brute - cumul annuel de juin.2021	30 800	↗	↗
Logements commencés**	29/09/2021	brute - cumul annuel de juin.2021	26 300	↗	↗
Locaux autorisés (en milliers de m ²) *	29/09/2021	brute - cumul annuel de juin.2021	2 667	↗	↗
Locaux commencés (en milliers de m ²)*	29/09/2021	brute - cumul annuel de juin.2021	1 805	↗	↗
Tourisme					
Hôtellerie (en milliers de nuitées) *	15/09/2021	brute - juil. 2021	909	↗	↗
Hôtellerie de plein air (camping) (en milliers de nuitées) ***	03/07/2020	brute - sept 2019	907	↘	↗

Note : la plupart des données sont susceptibles d'être révisées d'un mois (ou trimestre) à l'autre.

Pour la comparaison nationale : * France entière ; **France hors Mayotte ; *** France Métropolitaine.
(1) : la tendance par rapport à la période précédente est la comparaison par rapport au trimestre précédent sauf :
- heures rémunérées : comparaison de l'évolution par rapport au même mois de l'année précédente
- défaillances d'entreprises et constructions neuves : glissement du cumul annuel sur un trimestre ;
- hôtellerie : évolution par rapport au même mois de l'année précédente
-Hôtellerie de plein air : évolution de la saison par rapport à la saison précédente

Source INSEE

LES GRANDES ORIENTATIONS FINANCIERES POUR 2022

1. Un environnement en mouvement

➤ **Dégrèvement de la taxe d'habitation**

Pour 2020 :

La taxe d'habitation est supprimée pour 80% des foyers (pour les 20% restants, la suppression se déploiera jusqu'en 2023).

Pour 80 % des foyers fiscaux, la taxe d'habitation a été définitivement supprimée en 2020, après avoir été allégée de 30 % en 2018 puis de 65 % en 2019. A chaque projet de loi de finances son lot de surprises.

Celui de 2020 n'a pas échappé à la règle en incluant une réforme de la fiscalité locale.

Pour 2022 :

Pour les 20 % des ménages restants, l'allègement a été de 30 % en 2021, puis va être de 65 % en 2022.

En 2023, plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

La part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties a été transférée aux communes dès le 1^{er} janvier 2021, et l'Etat compense aux communes la différence entre la recette de la taxe d'habitation supprimée et la ressource de taxe foncière départementale transférée au moyen d'un coefficient correcteur. Une opération qui pèse 1 Md€ à l'Etat, soit le coût entre les produits TH (15.2 Md€) et le montant de la taxe foncière départementale (14,2 Md€).

➤ **Contractualisation « Etat –Collectivités »**

La Mission pour préparer le pacte Etat-collectivités locales est lancée. Elle a pour but de « proposer aux collectivités locales d'élaborer un pacte financier pour définir les engagements réciproques de chacun des partenaires sur a mandature ».

Pour cela elle devra proposer des évolutions sur les dossiers prioritaires :

- La maîtrise des dépenses locales (les 13 milliards d'économie)
- la refonte en profondeur de la fiscalité locale, dont le dégrèvement de taxe d'habitation n'est que la première étape
- le financement et la gestion des allocations individuelles de solidarité.
- le soutien de l'Etat à l'investissement public local notamment via le plan d'investissement
- le renforcement de la péréquation
- la limitation des normes
- la modernisation de la fonction publique territoriale.

La ville de Ploufragan n'est pas concernée par ce contrat avec l'Etat. Cependant l'Etat dans sa loi de programmation 2018/2022 demande aux collectivités dont les communes de respecter une évolution des dépenses réelles de fonctionnement de 1.2% par an de 2018 à 2022.

➤ **Intercommunalité :**

un nouveau pacte

Au 1/1/2017 passage d'une agglomération de 13 à 32 communes. Ce changement de périmètre a induit des changements au niveau fiscalité, pacte financier.

Les taux des impôts ménages de la ville de Ploufragan ont été modifiés en 2017 à la baisse et cette perte de fiscalité a été compensée au niveau de l'allocation compensatrice de SBAA au regard des bases de 2016.(neutralisation fiscale)

Le Fonds Communautaire de Fonctionnement (FCF) a été revu dans le cadre du nouveau pacte financier sur la base de 13.18€ par habitant.

Ce pacte s'achève fin 2018. Le pacte a été prorogé pour 2019 et 2020

Pour le FPIC 2021, le droit commun a été retenu.

En 2021 a eu lieu une refonte du pacte financier et fiscal avec de nouvelles dispositions financières pour la période 2021-2026.

La neutralisation fiscale cesse, le FCF est modifié. Pour Ploufragan le FCF s'élève à 114 902€ en 2021 puis 125 554€ jusqu'en 2026.

➤ **Nouvelles missions dans les mairies :**

Un historique depuis 2009 :

Le traitement des demandes de cartes nationales d'identité et passeports est passé de la préfecture à la mairie avec une indemnisation forfaitaire ne compensant pas la charge financière réelle.

Sans indemnisation :

- Certaines procédures d'état civil : changement de nom / prénom, rectification d'erreurs matérielles dans les actes (transfert du tribunal vers la commune).
- Les dossiers PACS (transfert du tribunal vers la commune)
- La gestion de certains dossiers dont l'Etat traitait tout ou partie :
 - o Commerce : ventes au déballage (vide-greniers, vide-maisons), liquidation de stocks, ouvertures dominicales, débits de boissons permanents
 - o Taxis
 - o Autorisations de lotos et loteries

A noter qu'il n'y a plus d'accueil en préfecture à partir de novembre 2017 pour les cartes grises et les permis de conduire : les usagers passeront par une procédure informatique, des bornes sur place mais pourront aussi se rendre en mairie pour obtenir de l'aide ou s'adresser à des entités privées proposant ce service.

2019 : Le prélèvement à la source pour les agents de la collectivité

2019 : Transfert par le service publicité foncière de la gestion des paiements de frais de publicité foncière dans le cas d'acte administratif pour cession réalisé par la ville.

2. Fiscalité

Les taux des impôts ménages de la ville étaient inchangés depuis 2003.

Taxe d'habitation (TH) – Taxe foncière bâti (TF) – Taxe foncière non bâti (TFNB)

La nouvelle intercommunalité a entraîné une homogénéisation sur le territoire qui a eu pour conséquence une modification de nos taux en 2017, afin d'assurer la neutralisation fiscale. La baisse de nos taux est compensée au niveau de la DAC.

Taux des taxes ménages : variations				
2017				
		TH	TFB	TFNB
	-			
SBAA	TMP	13,30%	0,882%	7,32%
Saint Brieuc Agglo Baie d'Armor	Taux 2016	13,20%	0,429%	6,40%
	Variation prévue Pacte	-0,10%	-0,45%	-0,92%
Ploufragan	Taux communal 2016	22,50%	23,24%	87,72%
	Taux cibles Pacte 2017	22,40%	22,79%	86,80%
Variation en proportion		-0,44%	-1,95%	-1,05%

Hypothèses pour Ploufragan :

COEFFICIENT DE MAJORATION VALEUR LOCATIVE
(EVOLUTION NOMINALE)

	2019	2020	2021	2022
	(LdF 2019)	(LdF 2020)	(LdF 2021)	(LdF 2022)
Propriétés bâties	2,2%	1,3%	0,0%	1,0%
Prop. non bâties	2,2%	1,3%	0,0%	1,0%
Prop. industrielles	0,9%	1,3%	0,0%	1,0%

BASES FISCALES TAXABLES

	Bases notifiées 2021	Bases estimées 2022	Evolution nominale
T.H.	567 510	573 185	1,0%
F.B.	14 061 000	14 301 803	1,7%
F.N.B.	136 800	138 168	1,0%

LES ELEMENTS DE PROSPECTIVE BUDGETAIRE

1. Les principales recettes de fonctionnement

Les dotations :

Après une première diminution de 1,5 Md€ en 2014, puis de 3,67 Md€ en 2015 et 2016, le projet de loi de finances 2017 confirme une baisse supplémentaire de 2,635 Md€ en 2017 pour la DGF.

Au sein du « bloc communal », la répartition de la baisse des dotations porte donc à nouveau en 2017 à hauteur de 70 % sur les budgets des communes et de 30 % sur les budgets des intercommunalités. Soit respectivement : 725 M€ pour les communes et 310,5 M€ pour les intercommunalités. (soit 1.035Md€ en 2017 contre 2.071Md€ en 2016)

En 2018, rendu public le 27 septembre 2017, le projet de loi de finances 2018 est présenté comme celui mettant fin à la spirale de la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales.

Le projet de loi de finances 2020 traduit la volonté gouvernementale de poursuivre la politique de réduction de la dépense publique, avec une dépense publique estimée à 53,4% du PIB, contre 55%

en 2017, et la sincérisation des comptes publics plus accrue avec la plus grande responsabilisation des acteurs, traduite depuis 2017 par une exécution budgétaire sans décret d'avances ou la mise en œuvre de la contractualisation avec les collectivités locales. L'objectif du PLF 2020 est également de répondre efficacement à une triple urgence : économique , sociale et écologique.

Enfin, les conséquences de la réforme de la fiscalité locale sur les indicateurs financiers des collectivités et la répartition des dotations et fonds de péréquation, sont anticipées et donneront lieu à des travaux dès le premier semestre 2020, auquel le Gouvernement associera le Parlement , le Comité des finances locales et les élus locaux. Ces travaux, devront aboutir lors de l'examen du PLF 2021, pour une application à compter de la répartition des dotations 2022.

2022 :

Pour le dernier budget du quinquennat, l'heure est encore à la relance et à la dépense même si l'exécutif annonce la fin du « quoi qu'il en coûte ». Présenté en conseil des ministres ce mercredi 22 septembre 2021, le projet de loi de finances pour 2022 prévoit une augmentation de la dépense publique de 11 milliards d'euros. Mais pour les collectivités, les mesures sont pour le moment assez succinctes. « Il est moins dense en dispositions que les projets de loi de finances des années précédentes. Les PLF de dernière année présidentielle sont traditionnellement peu propices aux réformes structurantes pour les collectivités », confirme Franck Claeys, directeur Economie et finances locales de France urbaine. Tour d'horizon.

Stabilité des dotations

Comme l'avait annoncé dans nos colonnes Olivier Dussopt, le ministre délégué chargé des comptes publics, le gouvernement maintient les dotations de fonctionnement et d'investissement aux collectivités locales et tient donc sa promesse de stabilité des dotations sur l'ensemble du mandat.

Les concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales sont mêmes en progression de 525 millions d'euros par rapport à la loi de finances 2021. Mais l'explication provient surtout du dynamisme de recettes fiscales nationales après la suppression de la taxe d'habitation (versement d'une fraction de TVA aux départements et intercos à la place de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)) et la baisse des impôts de production (création d'un prélèvement sur recettes en compensation des pertes de TFPB et de cotisation foncière des entreprises (CFE) au bloc communal).la DGF sera stable en 2022 à 26,8 milliards d'euros au total.

Réforme des indicateurs financiers

Contrairement aux déclarations en juin dernier du directeur général des collectivités locales (DGCL), Stanislas Bourron, le gouvernement a décidé d'intégrer une réforme à minima des indicateurs financiers pris en compte dans le calcul des dotations et des fonds de péréquation. L'exécutif s'est inspiré des propositions du comité des finances locales en proposant d'intégrer de nouvelles ressources au potentiel fiscal (les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) perçus par les communes, la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE)...). Le Gouvernement propose en outre de simplifier le calcul de l'effort fiscal en le centrant uniquement sur les impôts levés par les collectivités.

Cette réforme des indicateurs financiers aura un impact sur les montants de la DGF et du FPIC.

Pour soutenir l'investissement local dans le cadre de la relance, les collectivités bénéficieront de 276 millions d'euros de crédits de paiement en 2022 au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) exceptionnelle. En parallèle, environ 500 millions d'euros de dotations exceptionnelles de soutien à l'investissement local (300 millions d'euros au titre de la DSIL et 100 millions d'euros pour la dotation rénovation thermique et la dotation régionale d'investissement) devraient être décaissés en 2022 au titre du plan de relance. Le budget 2022 acte aussi le redéploiement de certains crédits du plan de relance comme pour les transports en commun en site propre dont l'enveloppe augmente de 400 millions d'euros ou Territoires d'industrie.

Le budget entérine également l'abondement supplémentaire de 350 millions d'euros de dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) pour alimenter les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) promis par le Premier ministre Jean Castex lors du congrès des Petites villes et des Journées annuelles de France urbaine. Une hausse justifiée par Olivier Dussopt par « l'augmentation des prix des matières premières et une éventuelle réévaluation des montants prévisionnels des marchés publics ». Il double la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité de 10 à 20 millions d'euros. Pour être éligibles, les communes doivent avoir plus de 75% de leur territoire en zone Natura 2000, ou être dans un parc national ou un parc naturel marin et avoir moins de 10 000 habitants. Et une nouvelle fraction va être créée pour les communes se trouvant dans les parcs naturels régionaux. Les associations d'élus du bloc communal saluent le fait que ce doublement ne sera pas « gagé » sur les variables d'ajustement.

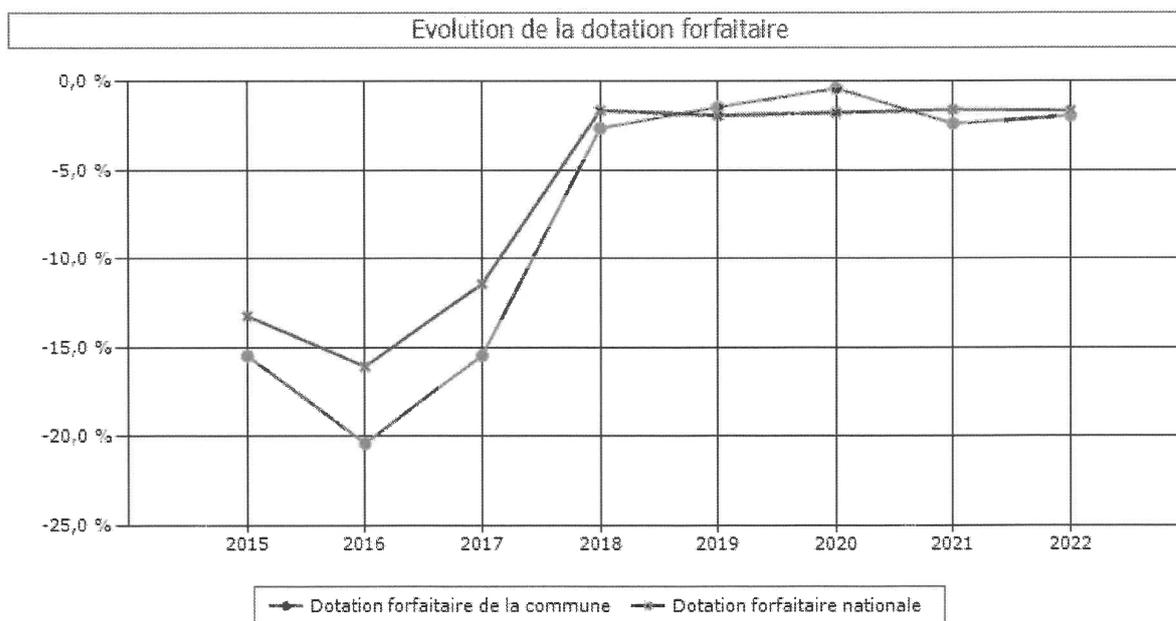
DGF

Dans le détail, la DGF sera stable en 2022 à 26,8 milliards d'euros au total. Cette stabilité globale se fait au profit des collectivités bénéficiant des dotations de solidarité urbaine et rurale (DSU et DSR) qui augmenteront chacune de 95 millions d'euros, mais aussi des départements qui voient leurs dotations de péréquation augmenter de 10 millions d'euros. Les communes d'outre-mer ne sont pas oubliées. Le gouvernement continue son rattrapage du niveau des dotations de péréquation versées aux communes ultra-marines par rapport aux collectivités métropolitaines. La moitié du rattrapage restant à réaliser le sera en 2022. Un choix qui entraîne un redéploiement de crédit au sein de la DGF des communes et donc une réduction de la dotation forfaitaire de plusieurs communes à cause du mécanisme d'écêtement.

a. la Dotation Globale de Fonctionnement

- Dotation forfaitaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Population DGF	11 707	11 843	12 018	11 838	11 782	11 838	11 960	11 905	11 905
Dotation de base par habitant	98								
Ev ² Dotation de base/habitant	0,1%								
Ev ² Dotation de garantie	-1,9%								
Dotation de base	1 151 852								
+ Dotation superficière	8 722								
+ Dotation parcs nationaux	0								
+ Dotation de garantie	489 397								
Potentiel fiscal / hab retenu	525,68								
Potentiel fiscal moyen de	583,12								
Critère de protection	90,1%								
Protection	NON								
Prélèvement sur garantie	9 353								
Plafond de prélèvement	29 925								
+ Dotation de compensation	65 623								
= Dotation forfaitaire initiale avant 2014	1 715 594								
Dotation forfaitaire de référence		1 617 844	1 368 272	1 089 502	921 270	896 947	883 975	880 454	859 440
+ Variation "DF - population"		13 398	17 268	-17 732	-5 514	5 517	12 032	-5 421	0
+ Variation "DF - besoin de financement"		-20 169	-37 467	-22 856	-18 322	-18 489	-15 553	-15 592	-16 730
Potentiel fiscal / hab retenu		534,10	533,54	552,86	568,34	565,13	578,83	584,53	592,94
Potentiel fiscal moyen de		598,34	597,46	613,75	624,20	631,57	641,16	655,02	662,77
Critère de protection		89,3%	89,3%	90,1%	91,1%	89,5%	90,3%	89,2%	89,5%
Protection		NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Prélèvement sur DF		20 169	37 469	22 822	18 322	18 486	15 551	15 592	16 730
Plafond de prélèvement		48 558	41 048	136 777	134 760	0	0	135 515	134 062
+ Variation DF - divers		0	0	0	-487	0	0	0	0
- Contribution RFP		96 984	242 801	258 571	127 644	0	0	0	0
= Dotation forfaitaire		1 618 610	1 368 272	1 089 502	921 270	896 947	883 975	880 454	842 711
dont part CPS		0	0	0	0	0	0	0	0
Prélèvement fiscal RFP		0	0	0	0	0	0	0	0
Ev ² Dotation forfaitaire		-5,4%	-15,5%	-20,4%	-15,4%	-2,6%	-1,4%	-0,4%	-2,4%
Info Contribution RFP consolidée		96 984	339 785	598 356	726 000	726 000	726 000	726 000	726 000



● **Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (D.S.U.)**

Pour rééquilibrer la dotation globale de fonctionnement et corriger les inégalités entre communes, la loi du 13 mai 1991 a institué une dotation de solidarité urbaine.

La loi de finances pour 2017 a modifié les conditions de répartition de la DSU. La présente note d'information vous détaille les nouvelles modalités.

AA

I - LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE DE LA DSU

L'éligibilité et la répartition de la DSU reposent sur la distinction de deux catégories démographiques :

- d'une part, les communes de 10 000 habitants et plus,
- d'autre part, les communes de 5 000 à 9 999 habitants..

Les modalités de répartition ont été modifiées par la loi de finances pour 2017 :

- Sont désormais éligibles les deux premiers tiers des communes de plus de 10 000 habitants (au lieu des trois premiers quarts auparavant) et le premier dixième des communes de 5 000 à 9 999 habitants, classées en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges ;
- Les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois et demi le potentiel financier moyen de leur strate démographique ne peuvent pas être éligibles à la DSU.
- La progression de la DSU est désormais répartie entre toutes les communes éligibles (et non plus les seules communes éligibles à la cible), en fonction de leur indice synthétique, d'un coefficient variant de 0,5 à 4 (et non plus de 0,5 à 2) calculé selon le rang de classement, de leur population résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville, de leur population résidant en ZFU et de leur effort fiscal. Ces dispositions permettent de neutraliser les effets de seuils liés à l'existence d'une part cible tout en concentrant la progression sur les communes les plus en difficulté ;
- L'indice synthétique de ressources et de charges permettant de classer les communes et de calculer leurs attributions est rénové, afin de mieux tenir compte du revenu des habitants. Ce facteur entre désormais pour 25% dans la composition de l'indice, contre 10% en 2016. Le potentiel financier par habitant voit son poids dans la composition de l'indice minoré à due concurrence, passant de 45% à 30%. Les autres facteurs (logements sociaux et bénéficiaires des APL) sont inchangés.
- Une garantie de sortie exceptionnelle permet aux communes qui perdent leur éligibilité à la DSU de percevoir en 2017, à titre de garantie, une dotation égale à 90% du montant perçu en 2016, puis 75% en 2018 et 50% en 2019.

La population prise en compte est la population DGF 2017, à l'exception de la population utilisée dans les calculs du revenu par habitant, du coefficient de majoration en fonction de la population en zone franche urbaine et du coefficient de majoration en fonction de la population en quartier prioritaire de la ville. Dans ce cas, est prise en compte la population INSEE 2017.

1 - L'éligibilité des communes de 10 000 habitants et plus

Les communes de 10 000 habitants et plus sont classées par ordre décroissant selon un indice synthétique de charges et de ressources constitué :

- pour 30%, du rapport entre le potentiel financier moyen par habitant des communes de 10 000 habitants et plus et le potentiel financier par habitant de la commune ;
- pour 15%, du rapport entre la part des logements sociaux de la commune dans son parc total de logements et la part des logements sociaux dans le parc total de logements des communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 30%, du rapport entre la proportion par logement de personnes couvertes par des prestations logement dans la commune et la proportion de personnes couvertes par ces mêmes prestations dans les communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 25%, du rapport entre le revenu moyen des habitants des communes de 10 000 habitants et plus et le revenu moyen des habitants de la commune.

S'agissant des logements sociaux pris en compte pour la répartition de la DSU, l'article 128 de la loi de finances pour 2010 a élargi la définition de ce critère, définie à l'article L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), aux logements qui appartenaient à la société ICADE au 1er janvier 2006 et qui appartiennent à la date du recensement à la Société Nationale Immobilière (SNI). Je vous invite en outre à vous reporter à l'annexe 6 qui retrace les différences de définition entre cet article du CGCT et les dispositions de l'article 55 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative

à la solidarité et au renouvellement urbain. Compte tenu de ces différences dans le dénombrement des logements sociaux, il convient de porter une attention particulière à cette annexe en prévision des questions relatives à ce critère.

Le critère des bénéficiaires des aides au logement vise l'ensemble des personnes couvertes, c'est-à-dire l'allocataire, son conjoint et les personnes vivant habituellement dans son foyer.

La formule de calcul de l'indice synthétique est précisée dans l'annexe 3 de la présente note. Les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois et demi le potentiel financier par habitant moyen de la même strate démographique (soit 3 239,590370 € pour les communes de 10 000 habitants et plus) ne peuvent pas être éligibles à la DSU.

Après application de cette exclusion, sont éligibles les deux premiers tiers des communes de 10 000 habitants et plus classées par ordre décroissant de la valeur de l'indice synthétique, soit 676 communes en 2017.

2 - L'éligibilité des communes de 5 000 à 9 999 habitants

La loi n° 96-241 du 26 mars 1996 a étendu aux communes de 5 000 à 9 999 habitants l'application de l'indice synthétique créé par la loi du 31 décembre 1993 pour les communes de 10 000 habitants et plus qui permet de classer l'ensemble des communes en fonction de leur richesse et de leurs charges.

Il est procédé pour ces communes, comme pour les communes de 10 000 habitants et plus, à la détermination, pour chaque collectivité, d'un indice synthétique de ressources et de charges. Les critères qui composent cet indice et les pondérations retenues sont les mêmes que ceux précédemment évoqués pour les communes de 10 000 habitants et plus. Toutefois les valeurs moyennes utilisées dans le calcul de l'indice sont celles constatées pour l'ensemble des communes de 5 000 à 9 999 habitants

● Dotation Nationale de Péréquation (D.N.P.)

Ex-Fonds National de Péréquation

Part principale : liée au potentiel financier (PF) et à l'effort fiscal (EF)

- Communes éligibles :
 - Avoir un potentiel financier par habitant supérieur de 5% au plus strate à la moyenne du groupe démographique correspondant
 - Et avoir un effort fiscal supérieur à la moyenne du groupe démographique correspondant
- Majoration : liée aux « produits post-TP » (CFE, CVAE, IFER, TASCOM, TAFNB)*

(*) CFE : Cotisation foncière des entreprises ; CVAE : Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ; IFER : Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux ; TASCOM : Taxe sur les surfaces commerciales ; TAFNB : Taxe additionnelle à la sur le foncier bâti

Tableau synthétique intégrant les composantes de la DGF ainsi que les compensations fiscales :

(A noter qu'en 2021 les compensations fiscales chutent. La réforme de la Taxe d'habitation entraîne la disparition des compensations TH qui sont intégrées dans les impôts locaux.)

Communes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dotations forfaitaire	1 710 229	1 618 610	1 368 272	1 089 602	921 270	896 947	883 975	880 454	859 439	842 711	829 844
+ Dotations d'aménagement (DA)	385 283	414 760	439 712	429 655	446 456	510 836	537 286	564 011	568 098	582 481	585 426
dont DSU	254 490	257 798	260 118	262 719	292 442	311 908	328 304	347 858	361 996	379 675	396 486
dont DSR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont DNP	130 793	156 952	173 594	166 936	154 014	198 929	208 982	216 153	206 102	202 806	188 940
+ DA DOM/TOM ou divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont Quote-part DSU/DSR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont Quote-part DNP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ Ajustement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
= DGF	2 095 512	2 033 360	1 801 984	1 519 157	1 367 726	1 407 783	1 421 261	1 444 465	1 427 537	1 425 192	1 415 270
Total des compensations fiscales	459 589	443 129	441 197	353 754	460 324	460 427	487 758	514 658	415 422	439 370	448 498
TOTAL GENERAL	2 555 101	2 476 489	2 243 181	1 872 911	1 828 050	1 868 210	1 909 019	1 959 121	1 842 959	1 864 562	1 863 768
VARIATIONS											
Communes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dotations forfaitaire		-91 619	-250 338	-278 770	-168 232	-24 323	-12 972	-3 521	-21 015	-16 728	-12 867
+ Dotations d'aménagement (DA)		29 467	18 962	-4 057	16 801	64 380	26 450	26 725	4 087	14 383	2 945
dont DSU		3 308	2 320	2 601	29 723	19 466	16 396	19 554	14 138	17 679	16 811
dont DSR		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont DNP		26 159	16 642	-6 658	-12 922	44 914	10 054	7 171	-10 051	-3 296	-13 866
+ DA DOM/TOM ou divers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont Quote-part DSU/DSR		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont Quote-part DNP		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ Ajustement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
= DGF		-62 152	-231 376	-282 827	-151 431	40 057	13 478	23 204	-16 928	-2 345	-9 922
Total des compensations fiscales		- 16 460	- 1 932	- 87 443	106 570	103	27 331	26 898	- 99 234	23 948	9 128

(1) à compter de 2021, les compensations TH ne figurent plus ici mais sont intégrées dans les impôts locaux du fait de la suppression de la TH des résidences principales. Par contre du fait de l'abattement de 50% des bases des établissements industriels, une nouvelle compensation est créée.

b. La Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)

Fusionne la Dotation Globale d'Équipement (D.G.E.) et la Dotation de Développement Rural (D.D.R.). Les crédits sont attribués par une commission départementale sous forme de subventions en vue de la réalisation d'investissements, de projets dans les domaines économique, social, environnemental et touristique ou favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural.

2022 : DETR (article 253). Cet article refond les règles de calcul des enveloppes de DETR entre les départements afin de renforcer le ciblage de la dotation vers les départements les plus ruraux. Seules seront prises en compte, dans le calcul de ces enveloppes, les communes rurales situées dans les EPCI éligibles. L'article 253 renforce également les règles d'encadrement des évolutions des enveloppes de DETR de chaque département d'une année sur l'autre, aujourd'hui fixées à 95 % (100 % outre-mer) et 105 % du montant réparti l'année précédente. Ces seuils seront respectivement fixés à 97 % et à 103 %, afin de lisser dans le temps les variations des montants alloués à chaque préfet de département.

2013 : 85 640 € (accordé et perçu sur 2014/2015) (RD 790)

2014 : non demandée

2015 : non demandée

2016 : 54 924€ (accordé) (rue du Calvaire)

2017 : 37 770 € (accordé) (aménagement entre avenue de Bretagne et rue Jean-Baptiste Illio)

2018 : 100 000€ (accordé) Travaux d'aménagement et d'espaces publics de la rue de la Grande Métairie (RD45) du carrefour de la Croix Fichet à l'allée du Haut Champ et d'espaces publics – 1^{ère} tranche

2019 : Demande pour l'auditorium – pas accordée

2020 : Demande pour l'auditorium – pas accordée
+ Demande D.S.I .L. pour l'auditorium – pas accordée

2021 : Demande pour le préau photovoltaïque de la Vallée – pas accordée
Mais accord en demande DSIL relance pour le préau photovoltaïque de la Vallée
pour 65 200€

c. Les dotations liées à l'intercommunalité

➤ Dotation d'allocation compensatrice (DAC)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation communautaire	2 530 311	2 525 562	2 498 403	2 535 548	2 467 017	2 450 579	2 400 256	2 404 333	2 417 741
Dont AC reçue	2 310 311	2 305 562	2 300 813	2 376 097	2 307 566	2 291 128	2 240 805	2 289 431	2 292 187
Dont FCF reçu	220 000	220 000	197 590	159 451	159 451	159 451	159 451	114 902	125 554

➤ Fonds National de Péréquation des ressources Intercommunales et communales (FPIC)

Au même titre que de 2016 à 2019, le montant total du FPIC est maintenu à 1 milliard d'euros en 2020 au lieu de 2% des recettes fiscales du bloc communal auparavant. Maintien de l'enveloppe du FPIC pour 2022.

Ce nouveau report d'une année de la progression du FPIC est lié au contexte de la réforme territoriale puisque la carte intercommunale n'est toujours pas stabilisée.

Dans le contexte de compression des dépenses réelles de fonctionnement qui ferait porter sur les communes et intercommunalités contributrices au fonds un effort supplémentaire, qu'elles jugent de plus en plus intenable, l'AMF approuve le gel du FPIC. L'AMF demande quelles seront les conséquences de la suppression de la taxe d'habitation sur la répartition du FPIC.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Attribution commune de droit commun	164 261	202 400	171 165	183 443	175 847	177 432	178 709	178 591
Part de l'attribution brute	6,05%	6,04%	4,02%	4,33%	4,16%	4,01%	3,96%	4,01%
Ecart sur l'attribution de droit commun	0,00%	-18,84%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Attribution commune effective	164 261	164 261	171 165	183 443	175 847	177 432	178 709	178 591
Variation nominale	43 241	0	6 904	12 278	-7 596	1 585	1 277	-118
Evol. nominale	35,7%	0,0%	4,2%	7,2%	-4,1%	0,9%	0,7%	-0,1%
Evol. réelle	35,7%	-0,2%	3,2%	5,5%	-5,0%	0,7%	-0,3%	-1,1%

Un nouveau pacte a été signé pour 2016-2017 prévoyant la stabilisation du montant du FPIC.

Fin 2016, un nouveau pacte a été signé dans le cadre de la nouvelle intercommunalité à 32 communes, celui-ci est arrivé à échéance fin 2018. Il est prorogé pour 2019 et 2020.

Un nouveau pacte a été adopté en 2021.

d. Les produits de la fiscalité

Bases	2018	2019	2020	2021	2022
Taxe d'habitation	15 717 386	16 215 031	16 450 014	567 510	573 185
Dont Résidences secondaires	190 826	490 125	475 115	476 065	480 826
Foncier bâti	14 467 866	14 753 112	14 963 589	14 061 000	14 301 803
Foncier non bâti	136 403	134 099	132 937	136 800	138 168
CFE	0	0	0	0	0
Taux					
Taxe d'habitation	22,40%	22,40%	22,40%	22,40%	22,40%
Foncier bâti	22,79%	22,79%	22,79%	42,32%	42,32%
Foncier non bâti	86,80%	86,80%	86,80%	86,80%	86,80%
CFE	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Produits					
Produit fiscal strict	6 936 319	7 110 799	7 210 394	7 377 135	7 502 008

e. Les recettes des services

Cette recette découle de la volonté municipale de rendre accessible au plus grand nombre d'usagers les services de la ville. Dans cette perspective, des tarifs dégressifs ont été mis en place.

A noter que dans le cadre du réseau intercommunal des médiathèques, la gratuité a été instaurée pour ce service.

2. Les principales dépenses de fonctionnement

a) DEPENSES

Au BP 2021, les dépenses réelles de fonctionnement ont été estimées à **12 257 819,62€**.

Pour 2022, il s'agira essentiellement de prendre en compte :

↻ **les charges de fonctionnement du patrimoine et des services** (matériaux, fluides et prestations).

↻ **les charges de personnel** résultant de l'évolution des salaires, du déroulement de carrière des agents, des mouvements de personnel, du régime indemnitaire, des charges sociales et de la modification de l'assurance statutaire soit une estimation de 7 786 400 €.

↻ **les subventions** au C.C.A.S. stable, aux associations globalement stables

↻ **les charges financières** des emprunts.

↻ **l'autofinancement pour le financement du remboursement de capital et des nouveaux investissements** (matériel et travaux) évalué à 680 000 € nécessitant un emprunt d'équilibre de 1 007 965 €.

Les dépenses réelles de fonctionnement de 2022 sont estimées à **12 464 705,37€**.

b) RECETTES

Au BP 2021, les recettes réelles de fonctionnement ont été estimées à **13 485 225 ,69 €**.

Pour 2022, les principales recettes sont :

↻ **les recettes tarifaires appliquées aux services publics.**

↻ **les remboursements de notre assureur sur les charges de personnel.**

↻ **la dotation forfaitaire de la DGF** versée par l'Etat

↻ **la dotation de solidarité urbaine** (DSU)

↻ **les dotations de SAINT-BRIEUC Armor agglomération** avec une allocation compensatrice corrigée des transferts de compétences « eau et assainissement », « terrain des gens du voyage », « RPAM », compensation impôts ménages (...) (2 292 187 €), le fonds communautaire de fonctionnement (125 554 €) et le Fonds de péréquation des recettes communales et intercommunales (FPIC = 178 591€) soit un total de 2 596 332 €. (2 582 437€ au BP 2021)

↻ **les compensations fiscales versées par l'Etat** estimées à 439 370 €

(Compensation TF et compensation pour l'abattement de 50% des bases de foncier des établissements industriels depuis 2021)

(en 2021 : 415 422€).

A noter qu'en 2020 les compensations T.H. s'élevaient à 481 723€, dans le cadre de la réforme , ces compensations T.H. sont intégrées dans le produit fiscal ci-dessous

↻ **la fiscalité ménage** (T.H., F.B., F.N.B.) pour laquelle il vous sera proposé le maintien des taux de 2021 ce qui dégagera un produit de 7 502 008,00 €.

Les recettes réelles de fonctionnement de 2022 sont évaluées à **13 830 373,00€**

DOB 2022	EVOLUTION FONCTIONNEMENT EN REEL			
	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP2022/BP2021
Dépenses	12 026 309	12 257 820	12 464 705	1,7%
Recettes	13 515 598	13 485 226	13 830 373	2,6%

3. L'investissement

Les recettes d'investissement

➤ Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)

Compenser de manière forfaitaire et globale les versements de TVA effectués sur les investissements de l'année précédente (la commune ayant respecté son engagement en 2009 dans le cadre du plan de relance de l'économie, le versement du FCTVA décalé d'un an au lieu de 2 est pérennisé).

Taux 2022 : 16,404 % sur les investissements de 2021 (estimation aux vues des réalisations 2021 au moment de la préparation du budget 2022) .Soit 465 000 €.

➤ Produits des cessions

Il s'agit de biens appartenant à la ville.

En 2022, des cessions de terrains sont prévues ainsi que des cessions de matériels.

Soit 800 000€

➤ Taxe d'aménagement

La taxe d'aménagement s'applique lors du dépôt d'un permis de construire (y compris lors d'une demande modificative générant un complément de taxation) ou d'une déclaration préalable de travaux. **Soit 80 000€**

Les dépenses d'investissement

➤ Plan Pluriannuel d'investissement (PPI)

➤ AP/CP (tableau)

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS
Période : 2021 à 2026

en euros

AUTORISATION DE PROGRAMMES		CREDITS DE PAIEMENT							TOTAL 2021-2026
PROGRAMME		Pour mémoire 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	
BATIMENTS DE SERVICES*		128 914	348 212	324 500	330 000	75 000	75 000	75 000	1 227 712
HABITAT SENIORS	BRUT	0			155 000				155 000
Aide à la charge foncière : 155 000€	SUBV.								0
	NET	0	0	0	155 000	0		0	155 000
MAISON MEDICALE COMMUNALE	BRUT								0
	SUBV.								0
	NET	0	0	0	0	0	0	0	0
SALLE MULTIFONCTIONS (097)	BRUT	87 735	40 100						40 100
Enveloppe : 1 200 000€	SUBV.	91 956	38 044						38 044
ANRU : 130 000€	NET	-4 221	2 056	0	0	0	0	0	2 056
SALLE DES VILLES MOISAN : CHAUFFAGE + VENTILATION (114)				100 000	100 000				200 000
AUTRES BATIMENTS DE SERVICE (094 puis 109)	BRUT	41 180	308 112	224 500	75 000	75 000	75 000	75 000	832 612
	SUBV.		34 400	65 200					99 600
	NET		273 712	159 300	75 000	75 000	75 000	75 000	733 012
CULTURE - LOISIRS*		1 544 164	1 362 640	0	0	0	0	0	1 362 640
LUDOTHEQUE	BRUT								0
	SUBV.								0
	NET	0	0	0	0	0	0	0	0
AUDITORIUM (098) ESPACE VICTOR HUGO	BRUT	1 544 164	1 362 640						1 362 640
Enveloppe : 3 185 000€	SUBV.								0
	NET	1 544 164	1 362 640	0	0	0	0	0	1 362 640
SPORTS*		92 765	93 665	223 500	310 000	100 000	575 000	25 000	1 327 165
REHAB. EQUIPTS SPORTIFS (080)+ (088)+ (110)	BRUT	92 765	93 665	223 500	310 000	100 000	550 000	0	1 277 165
	SUBV.		13 200						13 200
	NET	92 765	80 465	223 500	310 000	100 000	550 000	0	1 263 965
dont					100 000				
CREATION ESPACE SPORTS DE GLISSE					40 000	100 000			
TROISIEME COURT TENNIS GRANDS CHEMINS							400 000		
REPRISE DU TERRAIN SYNTHETIQUE									
ETUDE SALLE DE SPORTS	BRUT						25 000	25 000	50 000
	SUBV.								0
	NET	0	0	0	0	0	25 000	25 000	50 000
EDUCATION JEUNESSE*		97 588	120 360	168 100	235 000	1 225 000	2 375 000	1 375 000	5 498 460
NOUVELLE ECOLE DE LA VILLETTE & AMENAGT AUTOUR DE L'ECOLE (102)	BRUT		0	40 000	35 000	1 025 000	2 175 000	1 175 000	4 450 000
dont aménagt 370 000€ en 2025/2026	SUBV.					150 000			150 000
	NET	0	0	40 000	35 000	875 000	2 175 000	1 175 000	4 300 000
MODERNISATION DES ECOLES (085) (085) + (107)	BRUT	97 588	120 360	128 100	200 000	200 000	200 000	200 000	1 048 460
	SUBV.								0
	NET	97 588	120 360	128 100	200 000	200 000	200 000	200 000	1 048 460
ESPACES VERTS*		7 970	148 100	50 000	170 000	70 000	20 000	20 000	478 100
AMENAGT DE SQUARES- MOBILIERS DE QUARTIERS (092)	BRUT	7 970			20 000	20 000	20 000	20 000	80 000
	SUBV.								0
	NET	7 970	0	0	20 000	20 000	20 000	20 000	80 000
AMENAGT ESPACES NATURELS URBAINS	BRUT		148 100	50 000	150 000	50 000	0	0	398 100
	SUBV.								0
	NET	0	148 100	50 000	150 000	50 000	0	0	398 100
dont									
AMENAGTS VALLEE DU GOELO (104)			30 000	50 000	50 000	50 000			
ESPACE MULTIGENERATIONNEL ST HERVE (105)			118 100						
CREATIONS DE VOIES VERTES CH DES DOUETS & LOT. FONTAINE CHESNAIE RUE DE LA CROIX CHOLIN					100 000				

AUTORISATION DE PROGRAMMES		CREDITS DE PAIEMENT							
PROGRAMME		Pour mémoire 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL 2021- 2026
AMENAGEMENTS URBAINS*		1 872 946	1 320 110	1 440 600	1 185 000	1 879 000	1 460 000	810 000	8 094 710
CITE D'IROISE : RENOV. URBAINE (049+149+149)	BRUT	1 711 640	1 167 400	921 000	900 000	419 000	0	0	3 407 400
Projet estimé à 6 000 K€ sur 10 ans soit 1500K€ aide charge foncière ; 4500K€ aménagements urbains									
Dont subv.constr. Logts sociaux									
Dont subv. Aide charge foncière (op 149)									
Dont travaux phase 2 (op 1491)									
Dont travaux phase 3 (op 1491) HT									
Dont travaux phase 3 (op 1492) TTC									
Dont travaux tranche 2 (op 1493)									
Subv. Eco FAUR : 23 080€/ FAU : 149 672,34€									
Subv. CA Habitat : 3 575€, Subv. CAF : 1 449€									
Sub. Contrat partenariat Pays(Région) :225 000€									
Subv. Contrat territoire (Département): 371 000€;									
Subv. Appel à projet jeunesse (ANRU) : 115 000€									
Subv. Région (QPV) : 257 245€									
Subv. NET									
AMENAGEMENTS QUARTIER DES VILLES MOISAN (106)									
BRUT									
SUBV.									
NET									
SUBV. CONSTR. LOGTS SOCIAUX									
ACQUISITIONS FONCIERES (093 puis 112)									
AD'AP (096)									
240 000€ sur 6 ans à compter de 2016 (avec travaux en régie comptés hors PPI)									
VOIRIE*									
AMENAGEMENT DE LA RUE DE LA CROIX FICHET AU CARPONT									
RUE DES COMBATTANTS (effacement de réseaux)									
MONTANT DES 2 OPERATIONS AUTRES CHEMINEMENTS DOUX (069) MISE EN SECURITE DES VOIES & ACCESSIBILITES (090)									
AMENAGEMENT RD 45 (075) puis (099) (op 075 = 93 696,15€) Projet : 2 500 000€ (op 099) à C/2017 Rembt Conseil Général : 60 000€ DETR : 100 000€									
PROGRAMME ANNUEL DE VOIRIE (089+ MBC 101) (111) (AP SUR MBC)									
AMENAGEMENT RUE DE LAUNIVIER (103)									
EFFACEMENT RESEAUX & VOIRIE RUE DU GRIMOLET									
GIRATOIRE RUE DES QUARTIERS (3) Enveloppe : 250 000€ Recettes : 110 000€									
DIVERS									
INVESTISSEMENTS COURANTS (Matériel, espaces verts, terrains, bâtiments, matériel roulant, études voirie...)									
BUDGET PARTICIPATIF (113)									
PROVISIONS DEPENSES IMPREVUES									
TOTAL BRUT									
TOTAL SUBVENTIONS									
TOTAL NET									

(* le montant total par secteur d'activités correspond au montant brut de chaque projet
N.B. : Sans les travaux en régie à compter de 2011

N° AP	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT														
	INTITULE	N° OPERAT MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
BP 2016	révision			5 036,04	107 000,00	179 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	559 000,00							2 530 036,04
DM1	révision				-10 000,00	-10 000,00											2 520 036,04
CA2015	révision			5 036,04	107 000,00	169 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	559 000,00							2 520 036,04
BS 2016	révision			5 036,04	63 396,58	169 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	602 603,42							2 555 036,04
BS 2016	révision				33 000,00	33 000,00											2 760 432,62
BP 2017	révision			5 036,04	63 396,58	204 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	1 200 000,00							2 760 432,62
CA 2016	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	168 000,00	560 000,00	560 000,00	1 262 541,82							2 760 432,62
BS 2017	révision					-47 000,00											2 713 432,62
BS 2017	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	121 000,00	560 000,00	560 000,00	1 262 541,82							2 713 432,62
DM2 2017	révision					-100 700,00											2 713 432,62
DM2 2017	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	20 300,00	560 000,00	560 000,00	1 363 241,82							3 520 690,80
BP 2018	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	20 300,00	365 000,00	925 500,00	2 000 000,00							3 520 690,80
CA 2017	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	365 000,00	925 500,00	2 000 638,25							3 520 690,80
BS 2018	révision					-300 000,00											3 520 690,80
BS 2018	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	65 000,00	1 225 500,00	2 000 638,25							3 520 690,80
BP2019	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	65 000,00	1 436 820,00	1 000 000,00							2 731 372,55
CA 2018	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	54 763,74	1 436 820,00	1 010 236,26							2 731 372,55
BS 2019	révision								-1 096 820,00								2 731 372,55
BS 2019	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	54 763,74	340 000,00	2 107 056,26							2 731 372,55
BP 2020	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	54 763,74	1 180 000,00	1 000 000,00	1 400 000,00						4 204 316,29
CA2019	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	54 763,74	340 000,00	1 180 000,00	1 000 000,00	1 663 617,07					4 204 316,29
DM3 2020	révision								76 382,93								4 204 316,29
DM3 2020*	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	3 869,63			-1 180 000,00	-1 000 000,00	-1 663 617,07					213 760,43
(*) transfert en TTC en 2020 des écritures concernées de 2017 à 2020 sur N° 2020/01 opération 1492 pour 116 825,11€																	
DM52020	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	3 869,63		30 113,68	50 000,00							293 874,11
DM52020	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	3 869,63		30 113,68	50 000,00							293 874,11
BP 2021	révision																1 372 320,97
N°2014/01	Modernisation des écoles	085															
BP 2014	création																129 000,00
BS 2014	Révision			129 000,00													35 200,00
BS 2014	Révision			35 200,00													164 200,00
BP2015	Révision			164 200,00													1 038 200,00
CA2014	Révision			146 262,76	254 000,00	230 000,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	90 000,00							1 038 200,00
BS 2015	Révision			146 262,76	5 000,00	230 000,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	107 937,24							1 038 200,00
BS 2015	Révision			146 262,76	259 000,00	230 000,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	107 937,24							1 043 200,00
DM2 2015	Révision			146 262,76	62 000,00	180 500,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	90 000,00							1 057 762,76
BP 2016	Révision			146 262,76	341 000,00	180 500,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	90 000,00							1 057 762,76
DM1	Révision					92 000,00											1 149 762,76
CA2015	Révision			146 262,76	341 000,00	272 500,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	107 937,24							1 149 762,76
BP 2017	Révision			146 262,76	238 613,44	272 500,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	192 386,56							1 149 762,76
CA 2016	Révision			146 262,76	238 613,44	272 500,00	88 500,00	110 000,00	90 000,00	112 387,00							1 058 263,20
BP 2017	Révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	88 500,00	110 000,00	90 000,00	142 608,42							1 058 263,20
DM2 2017	Révision						-16 500,00										1 058 263,20
DM2 2017	Révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	72 000,00	110 000,00	90 000,00	159 108,42							1 058 263,20
BP 2018	Révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	72 000,00	363 900,00	90 000,00	112 387,00							1 255 441,78
CA2017	Révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	353 900,00	90 000,00	136 225,93							1 255 441,78
DM2 2018	Révision							-36 280,00									1 255 441,78
DM2 2018	Révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	317 620,00	90 000,00	172 505,93							1 255 441,78
BP2019	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	317 620,00	113 000,00	112 387,00							1 218 322,86

N° AP	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT														
	N° INITIALE	N° OPERATI	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
	CA 2018	révision		146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	113 000,00	114 669,20							1 218 322,85
	DM3 2019	Révision							-2 000,00								1 218 322,85
	DM3 2019	Révision		146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	111 000,00	116 669,20							1 344 653,65
	BP 2020	révision		146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	111 000,00	28 500,00							1 373 153,65
	DM1 2020	Révision															1 373 153,65
	DM1 2020	Révision		146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	111 000,00	271 500,00							1 373 153,65
	CA 2019	Révision		146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	75 691,42	271 500,00							1 373 153,65
	BS 2020	Révision								4 000,00							1 373 153,65
	BS 2020	Révision		146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	75 691,42	275 500,00							1 373 153,65
	DM3	Révision								-92 000,00							1 373 153,65
	DM3	Révision		146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	75 691,42	183 500,00							1 373 153,65
	DM52020	révision															1 299 845,07
	DM52020	révision		146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	75 691,42	183 500,00							1 262 382,83
	BP 2021	révision		146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	75 691,42	97 587,76							1 262 382,83
	DM12021	révision															1 284 292,83
	DM1 2021	révision		146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	75 691,42	97 587,76							1 284 292,83
	DM2 2021	révision															1 284 292,83
	DM2 2021	révision		146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	75 691,42	97 587,76							1 284 292,83
	N°201501	087															1 284 292,83
	Rehabilitation salle des Villes Moisan																1 284 292,83
	BP2015	création	160 000,00		25 000,00	70 000,00	65 000,00										160 000,00
	DM2 2015	Révision			-15 000,00	70 000,00	65 000,00										145 000,00
	DM2 2015	Révision			10 000,00	70 000,00	65 000,00										145 000,00
	BP 2016	Révision			10 000,00	70 000,00	65 000,00										145 000,00
	CA2015	Révision			9 757,99	70 000,00	65 242,01										153 757,99
	BP 2017	Révision			9 757,99	70 000,00	74 000,00										153 757,99
	CA 2016	Révision			9 757,99	70 000,00	74 000,00										153 757,99
	DM2 2017	Révision			9 757,99	61 727,24	74 000,00	8 272,76									125 465,23
	DM2 2017	Révision			9 757,99	61 727,24	54 000,00										99 579,82
	DM2 2017	Révision			9 757,99	61 727,24	28 094,59										677 000,00
	CA2017	Révision			9 757,99	61 727,24	28 094,59										677 000,00
	DM22018	Closure															660 000,00
	N°201502	088															660 000,00
	Rehabilitation équipements sportifs																660 000,00
	BP2015	création	677 000,00		127 000,00	225 000,00	225 000,00										710 000,00
	BS 2015	révision			-17 000,00	225 000,00	225 000,00										710 000,00
	BS 2015	révision			110 000,00	225 000,00	225 000,00										710 000,00
	DM2 2015	révision			-5 000,00	225 000,00	225 000,00										710 000,00
	DM2 2015	révision			105 000,00	195 000,00	225 000,00										710 000,00
	BP 2016	révision			105 000,00	195 000,00	225 000,00										710 000,00
	CA2015	révision			91 083,40	195 000,00	225 000,00										710 000,00
	BS 2016	révision			91 083,40	29 000,00	225 000,00										710 000,00
	BS 2016	révision			91 083,40	224 000,00	225 000,00										739 000,00
	DM2 2016	révision			-13 000,00	224 000,00	225 000,00										726 000,00
	DM2 2016	révision			91 083,40	211 000,00	225 000,00										823 083,40
	BP 2017	révision			91 083,40	211 000,00	336 000,00										823 083,40
	DM12017	révision			29 000,00	211 000,00	336 000,00										823 083,40
	DM1 2017	révision			91 083,40	211 000,00	365 000,00										852 083,40
	CA 2016	révision			91 083,40	171 647,00	365 000,00										852 083,40
	BS 2017	révision			1 095,00	171 647,00	365 000,00										852 083,40
	BS 2017	révision			91 083,40	171 647,00	366 095,00										852 083,40
	DM2 2017	Révision			91 083,40	171 647,00	-69 000,00										852 083,40
	DM2 2017	Révision			91 083,40	171 647,00	297 095,00										852 083,40
	DM3 2017	Révision			91 083,40	171 647,00	1 095,00										853 178,40
	DM3 2017	Révision			91 083,40	171 647,00	288 190,00										852 920,40
	BP 2018	révision			91 083,40	171 647,00	288 190,00										852 920,40
	CA2017	Révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74										852 920,40

AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT															
N° AP	INITIULE	N° OPERAT/MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
	BS 2018	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	367 700,00	10 000,00	112 282,26							1 220 620,40
	BS 2018	révision						559 700,00									1 220 620,40
	DM2 2018	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	-83 000,00		195 282,26							1 433 338,14
	BP 2019	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	476 700,00	10 000,00	90 000,00							1 433 338,14
	CA 2018	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	328 000,00	104 485,25							1 433 338,14
	DM3 2019	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	-40 000,00								1 433 338,14
	BP 2020	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	288 000,00	294 600,00							1 563 472,89
	DM1 2020	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	288 000,00	294 600,00							1 563 472,89
	CA2019	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	162 479,48	340 500,00							1 563 472,89
	DM3 2020	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	162 479,48	340 500,00							1 563 472,89
	DM52020	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	162 479,48	340 500,00							1 563 472,89
	BP 2021	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	162 479,48	340 500,00							1 563 472,89
	DM1	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	162 479,48	340 500,00							1 563 472,89
	DM1	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	162 479,48	340 500,00							1 563 472,89
	Programmes voirie																1 340 000,00
	BP2015	création			190 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00							1 340 000,00
	BS 2015	révision			-46 000,00												1 294 000,00
	BS 2015	révision			144 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00							1 294 000,00
	DM2 2015	révision			-17 000,00												1 277 000,00
	BP 2016	révision			127 000,00	305 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	246 000,00							1 383 000,00
	CA2015	révision			127 000,00	245 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	222 000,00							1 299 000,00
	BS 2016	révision			121 752,60	36 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40							1 299 000,00
	BS 2016	révision			121 752,60	281 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40							1 335 000,00
	DM2 2016	révision			121 752,60	-120 600,00											1 214 400,00
	DM2 2016	révision			121 752,60	160 400,00	355 600,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40							1 335 000,00
	BP 2017	révision			121 752,60	160 400,00	258 000,00	235 000,00	235 000,00	216 866,00							1 227 018,60
	CA 2016	révision			121 752,60	132 860,59	258 000,00	235 000,00	235 000,00	244 405,41							1 227 018,60
	BS 2017	révision			121 752,60	281 000,00	16 915,29										1 243 855,89
	BS 2017	révision			121 752,60	132 860,59	274 915,29	235 000,00	235 000,00	244 327,41							1 243 855,89
	DM2 2017	révision			121 752,60	132 860,59	-176 000,00										1 243 855,89
	DM2 2017	révision			121 752,60	132 860,59	98 915,29	411 000,00	235 000,00	244 327,41							1 243 855,89
	DM3 2017	révision			121 752,60	132 860,59	78,00		235 000,00	244 327,41							1 243 855,89
	DM5 2017	révision			121 752,60	132 860,59	98 993,29	411 000,00	235 000,00	244 327,41							1 243 855,89
	DM5 2017	révision			121 752,60	132 860,59	7 000,00		235 000,00	244 327,41							1 243 855,89
	BP 2018	révision			121 752,60	132 860,59	105 993,29	411 000,00	235 000,00	237 327,41							1 243 855,89
	CA2017	révision			121 752,60	132 860,59	105 993,29	382 000,00	235 000,00	216 866,00							1 204 472,48
	BS 2018	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	392 000,00	235 000,00	217 537,27							1 204 472,48
	BS 2018	révision			121 752,60	132 860,59	78,00	30 663,00	235 000,00	217 537,27							1 204 472,48
	DM2 2018	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	422 663,00	235 000,00	217 537,27							1 235 135,48
	DM2 2018	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	-2 316,00	235 000,00	219 855,27							1 235 135,48
	BP 2019	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	420 345,00	235 000,00	216 866,00							1 297 146,21
	CA 2018	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	420 345,00	300 000,00	216 866,00							1 297 146,21
	BS 2019	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	300 000,00	236 988,49							1 297 146,21
	BS 2019	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	27 000,00	236 988,49							1 297 146,21
	DM3 2019	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	327 000,00	209 958,49							1 297 146,21
	DM3 2019	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	-70 000,00	279 958,49							1 297 146,21

N° AP	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT												TOTAL		
	INITITULE	N° OPERAT/MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		2025	2026
N°2015/05	Acquisitions foncières	093															
BP2015	création				265 200,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	74 800,00							600 000,00
BS 2015	révision			-33 200,00													566 800,00
DM2 2015	révision			232 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	74 800,00							600 000,00
BP 2016	révision			14 500,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	48 500,00							600 000,00
CA2015	révision			246 500,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	48 500,00							600 000,00
BS 2016	révision			205 650,27	12 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00	89 349,73							612 000,00
DM2 2016	révision			205 650,27	182 000,00	182 000,00	182 000,00	182 000,00	182 000,00	89 349,73							612 000,00
BP 2017	révision			205 650,27	202 000,00	202 000,00	202 000,00	202 000,00	202 000,00	69 349,73							1 337 650,27
CA 2016	révision			205 650,27	202 000,00	202 000,00	202 000,00	202 000,00	202 000,00	131 146,83							1 337 650,27
BS 2017	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	131 146,83							1 637 650,27
DM2 2017	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	131 146,83							1 637 650,27
BP 2018	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	151 146,83							1 822 650,27
CA2017	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	151 146,83							1 822 650,27
BS 2018	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	199 197,00							1 985 000,44
DM2 2018	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	199 197,00							1 985 000,44
BP 2019	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	161 222,40							2 074 120,44
CA2018	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	161 222,40							2 074 120,44
BS 2020	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	248 202,00							2 000 000,04
DM2 2020	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	248 202,00							2 000 000,04
BP 2020	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	282 180,15							2 000 000,04
CA2019	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	282 180,15							2 000 000,04
BS 2019	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	-2 200,00							2 000 000,04
DM2 2019	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	-2 200,00							2 000 000,04
BP 2020	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	376 500,00	33 530,00						2 092 119,89
CA2019	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	376 500,00	33 530,00						2 092 119,89
BS 2020	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	75 500,00	-33 530,00						2 134 089,89
DM2 2020	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	75 500,00	-33 530,00						2 134 089,89
BP 2021	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	452 000,00	10 000,00						1 794 089,89
CA2020	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	452 000,00	10 000,00						1 794 089,89
BS 2021	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	101 306,64	400 000,00						2 183 396,53
DM2 2021	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	101 306,64	400 000,00						2 183 396,53
BP 2021	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	101 306,64	-388 000,00						1 795 396,53
CA2020	révision			205 650,27	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	200 853,17	101 306,64	-388 000,00						1 795 396,53
N°2016/01	Accessibilité ADAP	096															
BP 2016	Création				40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00							200 000,00
DM2 2016	révision				3 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	-350 000,00							200 000,00
BP 2017	révision				43 000,00	43 000,00	43 000,00	43 000,00	43 000,00	37 000,00							178 000,00
CA 2016	révision				43 000,00	43 000,00	43 000,00	43 000,00	43 000,00	37 000,00							178 000,00
BS 2017	révision				31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	51 308,00							178 000,00
DM2 2017	révision				31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	51 308,00							178 000,00
BP 2018	révision				31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	47 796,00							168 000,00
CA2017	révision				31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	47 796,00							168 000,00
BS 2018	révision				31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	47 796,00							171 512,00
DM2 2018	révision				31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	47 796,00							171 512,00
BP 2018	révision				31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	40 000,00							133 716,00
CA2017	révision				31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	40 000,00							133 716,00
BS 2018	révision				31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	47 246,46							133 716,00
DM2 2018	révision				31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	31 692,00	47 246,46							133 716,00

N° AP	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT														
	INTITULE	N° OPERAT/MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
	BP 2019	révision				31 692,00	4 777,54	14 000,00	10 000,00	40 000,00							100 469,54
	CA 2018	révision				31 692,00	4 777,54	7 916,45	10 000,00	46 083,55							100 469,54
	DM3 2019	Révision							15 000,00								
	DM3 2019	révision				31 692,00	4 777,54	7 916,45	25 000,00	31 083,55							100 469,54
	BP 2020	révision				31 692,00	4 777,54	7 916,45	25 000,00	41 000,00							110 385,99
	CA2019	révision				31 692,00	4 777,54	7 916,45	15 876,00	41 000,00							110 385,99
	DM52020	révision															
	DM52020	révision				31 692,00	4 777,54	7 916,45	15 876,00	41 000,00							121 261,99
	BP 2021	révision				31 692,00	4 777,54	7 916,45	15 876,00	65 000,00							125 261,99
N°2017/01	Salle multifonctions	097															
	BP 2017	Création						600 000,00	500 000,00								1 200 000,00
	DM2 2017	Révision							590 000,00								1 200 000,00
	DM2 2017	révision							583 000,00								1 200 000,00
	BP 2018	révision						572 000,00	583 000,00	7 963,15							1 200 000,00
	CA2017	révision															
	DM2 2018	Révision															
	DM2 2018	révision							583 000,00	67 963,15							1 200 000,00
	BP 2019	révision						512 000,00	645 500,00								1 194 536,85
	CA 2018	révision						512 000,00	645 500,00								1 194 536,85
	BS 2019	révision						349 314,12	90 000,00	162 685,88							1 194 536,85
	DM4 2019	révision						349 314,12	735 500,00	72 685,88							1 194 536,85
	BP 2020	révision							40 000,00								
	DM1 2020	révision						349 314,12	775 500,00								1 161 850,97
	DM1 2020	révision						349 314,12	775 500,00								1 161 850,97
	CA2019	révision								105 000,00							
	DM52020	révision							775 500,00	105 000,00							1 266 850,97
	DM52020	révision							645 341,39	105 000,00							1 266 850,97
	BP 2021	révision						349 314,12	645 341,39	105 000,00							1 171 692,36
		révision						349 314,12	645 341,39	87 734,69							1 159 827,05
N°2017/02	Auditorium	098															
	BP 2017	Création						1 500 000,00	400 000,00								2 000 000,00
	DM2 2017	Révision							865 000,00	1 000 000,00							2 000 000,00
	BP 2018	révision						100 000,00	1 200 000,00	1 165 000,00							2 500 000,00
	CA2017	révision						100 000,00	1 200 000,00	1 169 302,95							2 500 000,00
	DM2 2018	Révision						70 000,00									
	BP 2019	révision						170 000,00	1 200 000,00	1 099 302,95							2 500 000,00
	CA 2018	révision						170 000,00	1 000 000,00	1 365 000,00							2 965 697,05
	DM3 2019	révision						66 430,25	-550 000,00	1 468 569,75							2 665 697,05
	BP 2020	révision							450 000,00	2 252 872,70							2 800 000,00
	CA2019	révision						66 430,25	450 000,00	1 865 430,00							2 815 430,30
	BS 2020	révision						66 430,25	181 725,78	1 865 430,00							2 815 430,30
	BS 2020	révision							181 725,78	1 865 430,00							2 815 430,30
	DM52020	révision							181 725,78	1 865 430,00							2 815 430,30
	DM52020	révision							181 725,78	1 865 430,00							3 496 283,08
	BP 2021	révision						66 430,25	181 725,78	1 865 430,00							3 496 283,08
		révision						66 430,25	181 725,78	1 544 164,36							3 485 697,44

27

N° AP	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT													TOTAL	
	N° AP	N° OPERAT MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025		2026
N°2017/03	Aménagement RD45	099	1 800 000,00														1 800 000,00
	DM1 2017	Création					100 000,00	950 000,00	750 000,00								1 800 000,00
	DM2 2017	Révision				-55 000,00		950 000,00	805 000,00								1 800 000,00
	BP 2018	Révision				45 000,00		950 000,00	805 000,00								1 800 000,00
	CA2017	Révision				-18 735,89		950 000,00	805 000,00	26 264,11							1 800 000,00
	BS 2018	révision						-660 000,00									1 800 000,00
	BS 2018	révision				18 735,89		290 000,00	805 000,00	686 264,11							1 800 000,00
	DM2 2018	Révision				18 735,89		-128 000,00	805 000,00	814 264,11							1 800 000,00
	BP 2019	Révision				18 735,89		162 000,00	1 422 000,00	597 264,11							2 200 000,00
	DMAP01 2019	révision				18 735,89		162 000,00	1 422 000,00	897 264,11							2 500 000,00
	CA 2018	révision				18 735,89		40 278,66	1 422 000,00	1 018 985,45							2 500 000,00
	BP 2020	révision				18 735,89		40 278,66	1 422 000,00	318 985,00							2 439 989,55
	DM2 2020	révision							636 000,00								
	DM2 2020	révision				18 735,89		40 278,66	1 422 000,00	1 276 000,00							1 800 000,00
	CA2019	révision				18 735,89		40 278,66	1 227 109,55	294 890,45							2 200 000,00
	BS 2020	révision				18 735,89		40 278,66	1 227 109,55	-294 890,45							2 857 014,55
	BS 2020	révision				18 735,89		40 278,66	1 227 109,55	515 000,00							3 077 124,10
	DM3 2020	révision							-619 000,00	515 000,00							
	DM52020	révision				18 735,89		40 278,66	1 172 000,00	125 000,00							2 877 902,00
	DM52020	révision				18 735,89		40 278,66	1 172 000,00	640 000,00							3 098 124,10
	BP 2021	révision				18 735,89		40 278,66	1 227 109,55	980 777,90							3 906 902,00
	DM2 2021	révision							30 000,00								
	DM2 2021	révision				18 735,89		40 278,66	1 227 109,55	980 777,90	1 000,00						2 877 902,00
N°2020/01	Cité Iroise : Rénovation Urbaine - phase 2 - TTC	1492	4 745 927,00														4 746 127,00
	DM6 2020	Création							1 669 810,00	1 200 000,00							4 746 127,00
	DM52020	révision							-42 000,00	-100 000,00							4 746 127,00
	DM52020	révision							1 711 810,00	1 100 000,00							4 706 856,70
	BP 2021	révision							1 711 639,70	1 060 900,00							4 706 856,70
	BS2021	révision							6 500,00								4 706 856,70
	BS 2021	révision							1 711 639,70	1 067 400,00							2 778 039,70
	BP2022	révision							1 711 639,70	1 067 400,00							2 240 000,00
	Cité Iroise : Rénovation Urbaine - Tranche 2	1493	2 240 000,00														2 240 000,00
	BP 2022	Création							921 000,00	419 000,00							2 240 000,00
N°2021/01	Ecole de la Vilette	102															4 470 000,00
	BP 2021	Création							10 000,00	50 000,00							4 470 000,00
	DM7 2021	révision							-10 000,00	10 000,00							4 470 000,00
	DM1 2021	révision							0,00	0,00							4 450 000,00
	BP2022	révision							40 000,00	40 000,00							4 450 000,00
N°2021/02	Aménagement Vallée du Gœlo	104															1 175 000,00
	BP 2021	Création							50 000,00	2 175 000,00							1 175 000,00
	DM2 2021	révision							10 000,00	2 175 000,00							1 175 000,00
	DM2 2021	révision							60 000,00	2 175 000,00							1 175 000,00
	BP 2022	révision							40 000,00	2 175 000,00							1 175 000,00
N°2021/03	Aménagement quartier des Villes Moisan	106															3 350 000,00
	BP 2021	Création							48 000,00	50 000,00							198 000,00
	BP 2022	révision							-18 000,00	50 000,00							-18 000,00
	BP 2022	révision							30 000,00	50 000,00							180 000,00
	BP 2022	révision							50 000,00	50 000,00							180 300,00
N°2022/01	B / CREATION Rénov. Chauffage et ventilation salle des Villes Moisan	114	200 000,00														3 350 000,00
	BP 2022	Création							10 000,00	40 000,00							3 350 000,00
	BP 2022	révision							10 000,00	50 000,00							3 360 000,00
	BP 2022	révision							10 000,00	50 000,00							3 360 000,00
	BP 2022	révision							100 000,00	100 000,00							200 000,00

AP 2009/03 : sans le compte 4581 qui est effiché dans le PPI
AP 2011/01 : à c2012; Réhab. Terrains et salles de sports (de 2009 à 2011 : réhab. Salle des sports)
AP 2012/03 : avant 2012 op 049 (hors AP)
AP2015/03 : à c/2016 programme de voirie + MBC voirie

BUDGET PREVISIONNEL 2022 – VILLE DE PLOUFRAGAN

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE – DEPENSES DE PERSONNEL

1 – Les dépenses de personnel et leur évolution

répartition des éléments de rémunération – **agents titulaires** (BP 2022)

Traitement brut	Régime indemnitaire *	NBI	Heures supplémentaires	Autres primes et indemnités	Avantages en nature
3 603 000	693 600	19 200	0	81 900	23 800
part de la masse salariale en %					
46.27%	8.9%	0.2%	0	1.05%	0,3%

* (incluant la prime annuelle)

répartition des éléments de rémunération – **agents non titulaires** (BP 2022)

Traitement brut	Régime indemnitaire *	NBI	Heures supplémentaires	Autres primes et indemnités	Avantages en nature
639 600	114 800	0	0	66 500	4 200
part de la masse salariale en %					
8.2%	1.47%	0	0	0.85%	0,05%

* (incluant la prime annuelle)

L'évolution de la masse salariale entre le budget prévisionnel 2021 et celui de 2022 est marquée par une augmentation de 1,74 % : passage de 7 653 400 € à 7 786 400 €.

Plusieurs éléments ont eu un effet sur le montant des dépenses de personnel :

- l'évolution des effectifs

Les mouvements de personnel titulaire (rapport entre les arrivées et les départs) génèrent une baisse de 138 900 € du traitement indiciaire brut des agents. Parallèlement, les variations de temps de travail de certains agents représentent une baisse de 6 700 €.

L'actualisation des montants affectés aux primes et indemnités (indemnité compensatrice CSG, prime annuelle, régime indemnitaire et autres indemnités) représente une augmentation de 86 400 €.

Enfin, le montant du supplément familial de traitement des agents (lié au nombre d'enfants) et de la nouvelle bonification indiciaire devrait diminuer de 5 900 €.

La rémunération brute globale des agents non titulaires (y compris primes et indemnités mais hors SFT et indemnité de congés payés) augmente de 124 000 €.

Cette évolution s'explique de la façon suivante :

Les besoins en remplacement dans les différents services (disponibilités, remplacements de titulaires absents ou ayant quitté la collectivité...) génèrent une augmentation de 100 000 €.

L'actualisation des montants affectés aux primes et indemnités (régime indemnitaire, prime annuelle...) par rapport à l'effectif prévisionnel, représente une augmentation de 24 000 €.

Le montant de l'indemnité de congés payés et du supplément familial de traitement versés aux agents devrait diminuer de 800 €.

- L'évolution des carrières (GVT)

L'impact des avancements d'échelons et avancements de grades intervenus en 2021 (et ayant un impact en année pleine pour 2022) est évalué à 48 600 €. Le coût prévisionnel des avancements de grades et avancements d'échelons pour 2022 devrait être en baisse de 2 000 €.

- l'évolution des cotisations patronales

L'évolution des cotisations patronales (URSSAF, retraite, Pôle Emploi, CDG / CNFPT) s'aligne sur celle des rémunérations brutes mais est également impactée par une légère baisse des taux de cotisations pour les agents non titulaires (URSSAF accident de travail). Le montant de ces cotisations augmente, en prévision pour 2022, de 7 800 €.

Le montant de la cotisation versée au titre de l'assurance statutaire devrait augmenter de 38 000 € (augmentation de 25% des taux de cotisations applicables aux agents titulaires).

2 – Structure de l'effectif

L'effectif de la ville de Ploufragan se composait de 206 agents tous statuts confondus au 31 décembre 2020 : 162 agents titulaires et 44 agents non titulaires.

Les agents titulaires se répartissent de la façon suivante dans les différentes filières : 49% occupent un emploi de la filière technique, 19% de la filière administrative, 16% de la filière animation, 10% de la filière culturelle, 4% de la filière médico-sociale, 1% de la filière sécurité et 1% de la filière sportive. Ils sont représentés à hauteur de 75% dans la catégorie C, 18% dans la catégorie B et 7% dans la catégorie A.

3 – Le temps de travail

Les services de la Ville de Ploufragan fonctionnent sur une base de 1 547 heures annualisées. Les cycles de travail peuvent être les suivants :

- 35 h sur 5 jours
- 37 h sur 5 jours avec 12 jours de RTT à l'année
- 35 h sur 4,5 jours...

Les cycles de travail et plannings des services ont été construits de façon à répondre aux besoins du service, notamment par rapport à l'accueil des usagers.

Afin de se conformer à la réglementation, le temps de travail des agents de la Ville et du CCAS devra passer de 1 547 h / an à 1 607 / an à compter du 1^{er} janvier 2022. Un travail de réflexion a été mené avec les services et les représentants du personnel au comité technique depuis le début de l'année

pour adapter le protocole d'accord relatif au temps de travail et atteindre cet objectif.

4 – Les orientations 2022

Chaque départ définitif de la collectivité fait l'objet d'une analyse fine afin de déterminer les actions à mener : remplacements, transformation pour s'adapter à l'évolution des missions, modifications de l'organisation des services ou suppression du poste.

En 2021 et compte tenu de l'évolution des finances de la collectivité et des besoins des services, plusieurs postes ont été ouverts au recrutement.

En ce qui concerne les remplacements, chaque situation continuera également à être étudiée dans le détail afin de mettre en œuvre le dispositif le plus efficace (remplacement, répartition d'une partie de la charge de travail...) et de garantir un service de qualité aux usagers.

Malgré ces importantes contraintes financières et l'impact des évolutions statutaires, les efforts de la collectivité en matière d'avancements de grades, d'avancements d'échelons, de promotions internes ou de nominations d'agents non titulaires et de lauréats de concours ont été maintenus et se poursuivront en 2022.

**ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022
CHARGES DE PERSONNEL**

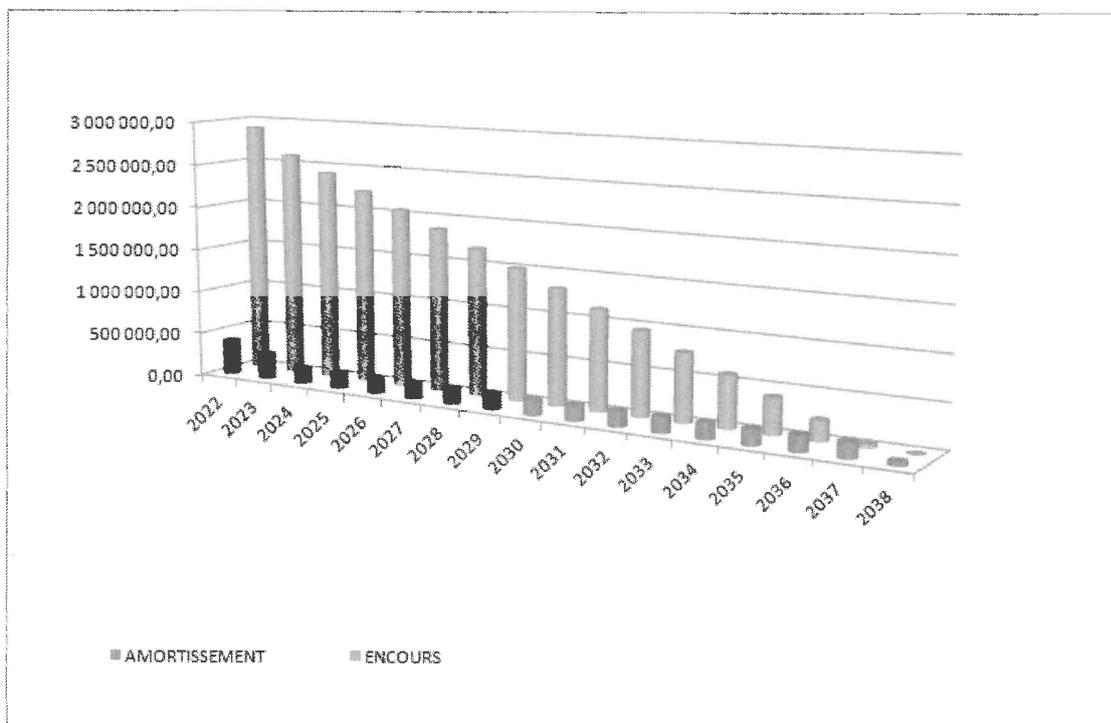
Budget RH			
Chapitre 012			
	BP 2021	7 653 400,00	
	BP 2022	7 786 400,00	
		+ 133 000	
Variations impactant les rémunérations des agents titulaires	variation du temps de travail (modification temps partiel et augmentation de DHS)	- 6 700	
	mouvements de personnel (rapport arrivées / départs)	- 138 900	
	avancements de grades, avancements d'échelons	- 2 000	
	impact avancements (grades et échelons) 2022 (année pleine) / GVT	+ 48 600	
	variation montant supplément familial et NBI	- 5 900	
	variation du montant des primes et indemnités	+ 86 400	
	Variations impactant les rémunérations des agents non titulaires	actualisation du montant des primes et indemnités (régie indemnitaire, prime annuelle, indemnités de congés payés...) par rapport à l'effectif prévisionnel	+ 23 200
actualisation besoins en remplacements (absence titulaires et départs titulaires)		+ 100 000	
Impact des augmentations ci-dessus sur les charges patronales	URSSAF	+ 13 700	
	CNRACL / IRCANTEC	- 11 500	
	versement transport	0	
	ASSEDIC	+ 5 000	
	cotisations CDG / CNFPT	+ 500	
	cotisations médecine du travail	0	
	cotisations URSSAF solidarité	+ 100	
versement fonds de compensation SFT	- 16 500		
Assurance statutaire	cotisation assurance du personnel (congés maladie)	+ 38 000	
Participation mutuelle		- 1 000	
Cotisation CNAS (action sociale)			
Personnel extérieur		0	
		133 000	
ratios de charges de personnel			
	BP 2022	BP 2021	BP 2020
	Ploufragan	Ploufragan	Strate
charges de personnel	7 786 400 = 657	646	657
population	11 850		

LA GESTION DE LA DETTE

1 – La gestion de la dette :

➤ L'évolution de l'encours de dette au BP
Tableau en annexe 1

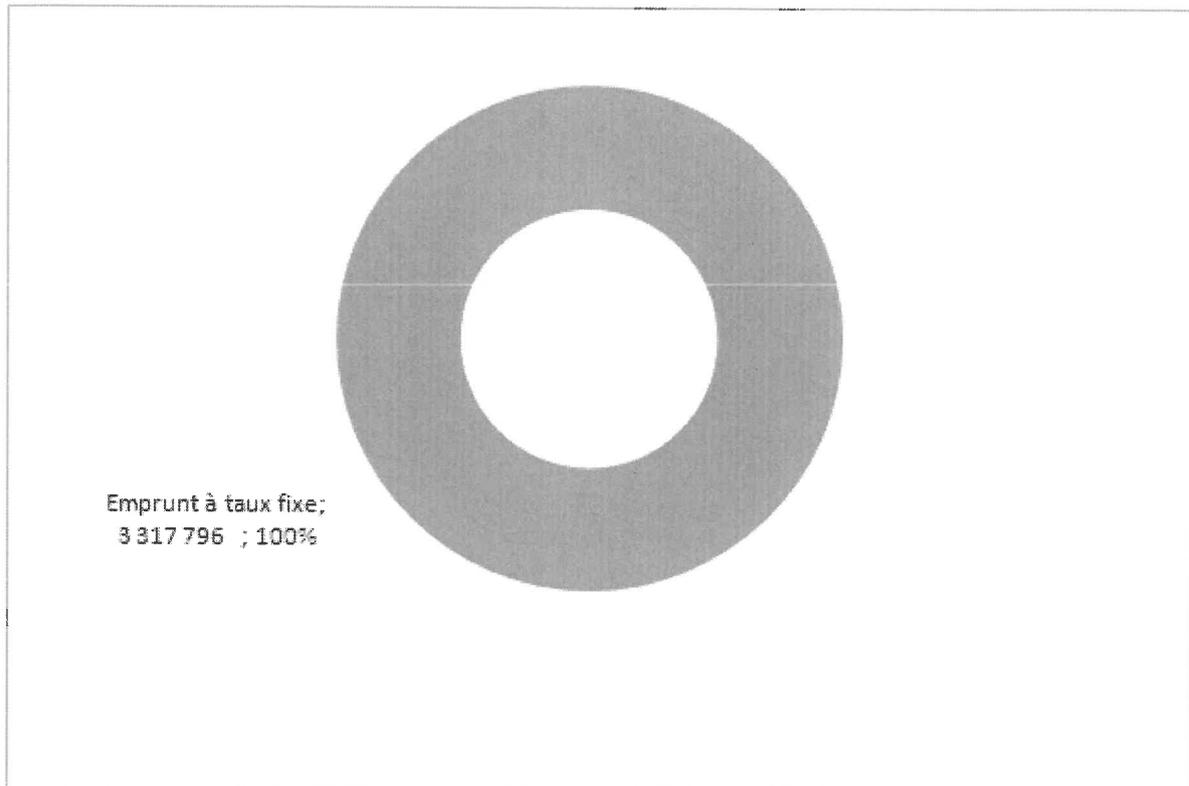
➤ Extinction de la dette



➤ Ratios

Ratios :		PLOUFRAGAN	STRATE
Encours de dette	31/12/2015	384,6	944,0
Population	31/12/2016	315,9	918,0
	31/12/2017	254,3	881,0
	31/12/2018	486,0	864,0
	31/12/2019	394,9	850,0
	31/12/2020	337,0	846,0
	31/12/2021	280,0	
Annuité de dette	31/12/2015	79,9	124,0
Population	31/12/2016	76,7	134,0
	31/12/2017	77,0	117,0
	31/12/2018	94,3	112,0
	31/12/2019	96,0	108,0
	31/12/2020	62,8	105,0
	01/01/2021	39,0	

➤ Répartition de l'encours de la dette par type de taux



➤ La gestion du risque

<i>Situation au 01/01/2022</i>					
	Risque d'indices sous-jacents			Risque de structures	
	Risque d'indices sous-jacents			Risque de structures	
	Encours en €	Encours en %		Encours en €	Encours en %
Niv. 1	3 317 796,09	100,00	Niv. A	3 317 796,09	100,00
Niv. 2	-	-	Niv. B	-	-
Niv. 3	-	-	Niv. C	-	-
Niv. 4	-	-	Niv. D	-	-
Niv. 5	-	-	Niv. E	-	-
Niv. 6	-	-	Niv. F	-	-
Total	3 317 796,09	100,00	Total	3 317 796,09	100,00

Copyright © Salvia Développement (Financements)

La typologie Gissler permet de présenter la ventilation de l'encours en fonction de son exposition au risque selon deux dimensions : la nature des indices classés de 1 à 6 (6 correspondant au plus risqué) qui juge de la volatilité des indexations et la structure de l'emprunt de A à F (F correspondant aux structures avec un fort potentiel d'effet de levier, risqué)

→ La dette de la ville présente un profil équilibré avec 100% sécurisé à 100% à taux fixe.

LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

La forte diminution des dotations est venue impacter les grands équilibres budgétaires. Face à la baisse annoncée de la dotation forfaitaire de 2014 à 2017 puis à la poursuite de son écrêtement, à l'érosion des compensations ainsi qu'au peu de dynamisme de l'évolution physique de nos bases fiscales et à une faible actualisation des bases liée à une faible inflation, nos recettes ont baissé en 2015, stagné en 2016, baissé en 2017, stagné en 2018 évolue un peu en 2019, à la baisse en 2020 et estimées à la baisse également en 2021. Alors que l'inflation repart (à 1.8% en 2018, 1.1% en 2019, 0.5% en 2020, 2.1% en 2021 et estimée à 1.5% en 2022). Ces évolutions sont incertaines compte tenu de la crise sanitaire de la COVID19. Cela nous amène à rester particulièrement prudent et continuer à surveiller nos dépenses de fonctionnement pour préserver une capacité d'investissement tout en gardant des finances saines.

1. L'épargne disponible

L'épargne nette est la traduction de la marge existante entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement, une fois l'annuité payée. Elle constitue la part d'autofinancement qui peut être affectée au financement des investissements.

L'amélioration de l'épargne nette permet de diminuer voire de ne pas recourir à l'emprunt l'année suivante.

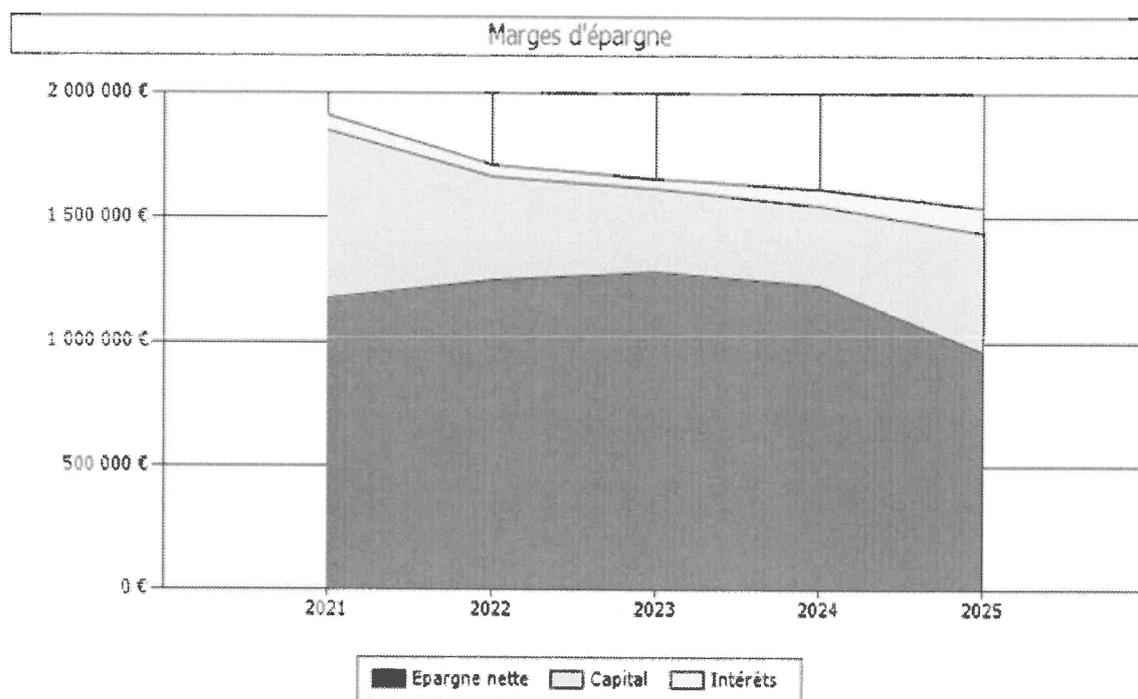
Sur la période considérée, malgré la moindre dynamique de recettes en raison de la baisse de la DGF (datant de 2014) avec un effort de maîtrise des dépenses va se traduire par une épargne nette positive qui se tasse sur la période 2020-2026 en lien avec la fin de 2 emprunts.

En 2021, l'emprunt BFT2 s'est terminé puis en 2023 l'emprunt C.F.F.L. (ex DEXIA).

De nouveaux prêts seront à envisager à compter de 2022 en fonction de la planification de la réalisation de nos investissements.

CHAINE DE L'EPARGNE					
€	2021	2022	2023	2024	2025
Produits de fct. courant	13 762 579	13 975 570	14 061 178	14 203 411	14 313 912
- Charges de fct. courant	11 860 811	12 275 571	12 415 329	12 599 063	12 785 828
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	1 901 768	1 699 999	1 645 849	1 604 348	1 528 084
+ Solde exceptionnel large	13 399	13 133	12 865	12 593	12 593
= Produits exceptionnels larges*	40 007	40 007	40 007	40 008	40 008
- Charges exceptionnelles larges*	26 608	26 874	27 143	27 414	27 414
= EPARGNE DE GESTION (EG)	1 915 167	1 713 132	1 658 714	1 616 941	1 540 678
- Intérêts	67 381	46 330	42 346	65 120	99 593
= EPARGNE BRUTE (EB)	1 847 786	1 666 802	1 616 367	1 551 821	1 441 085
- Capital	675 793	414 352	333 983	321 421	477 139
= EPARGNE NETTE (EN)	1 171 993	1 252 450	1 282 384	1 230 400	963 945

* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)



2. Le financement prévisionnel du PPI 2021-2026

Autofinancement : 14 820 323€

Subventions & participations : 1 009 844€

Emprunt : 10 575 765€

A noter que le financement de ce PPI fera l'objet d'arbitrage dans le temps entre autofinancement et emprunt en fonction de l'avancement des projets et des marges de manœuvre possibles.

3. L'équilibre financier à horizon 2025

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ev° Taux d'Imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Ev° nominale Charges	-2,9%	7,6%	3,3%	1,1%	1,5%	1,5%
Epargne nette	1 801 087	1 171 993	1 252 450	1 282 384	1 230 400	963 945
Rec.Inv. hs Emprunt	1 439 671	1 397 124	1 636 094	777 792	880 650	796 480
Var Excédent	-2 652 952	-2 894 196	0	0	0	0
Dép Inv. hs Capital	5 893 709	5 463 313	3 527 075	3 850 000	4 674 000	5 535 000
Emprunt	0	0	638 531	1 789 823	2 562 950	3 774 575
Variables de pilotage	2020	2021	2022	2023	2024	2025
EGC	3 551 166	656 970	656 970	656 970	656 970	656 970

La ville de Ploufragan a encaissé ses deux derniers prêts en 2008 et 2018. Concernant cette prospective, elle fera chaque année l'objet d'arbitrage entre autofinancement et emprunt en fonction de des choix politiques en matière d'investissement et de l'avancement des projets.

4. La capacité de désendettement

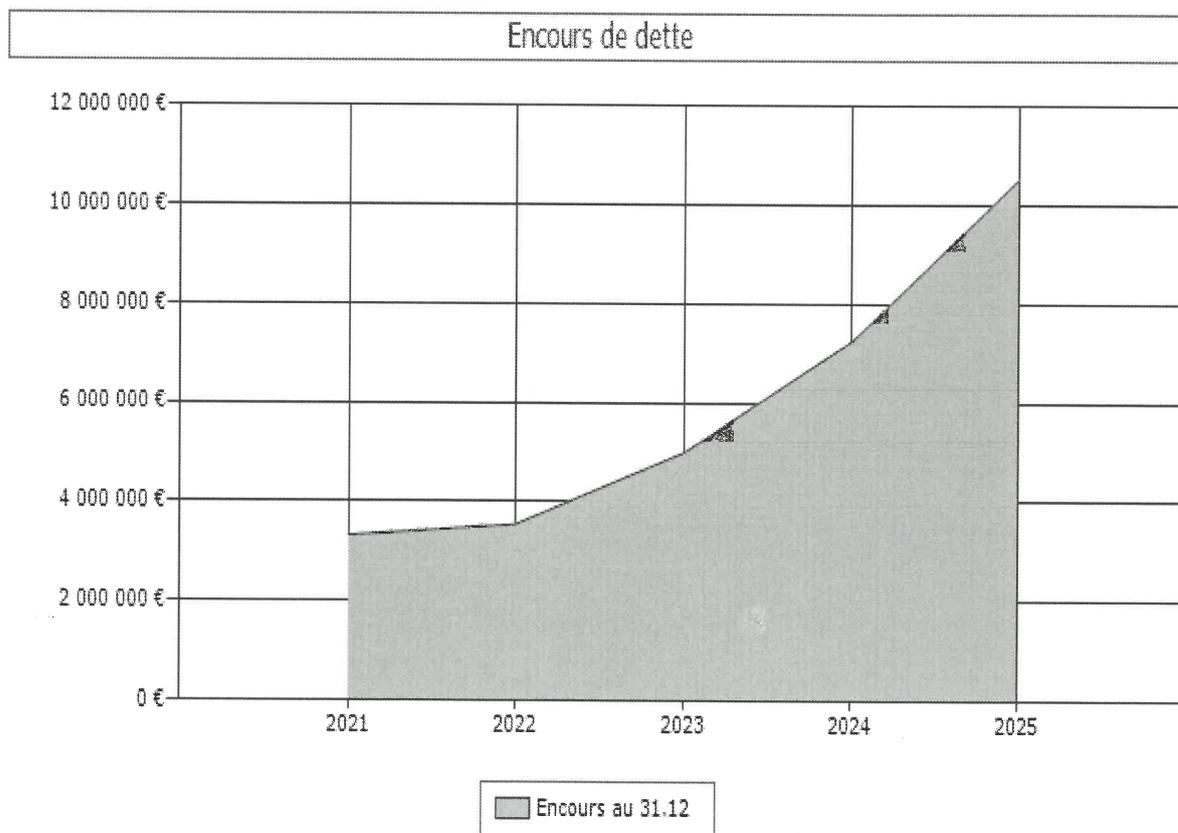
Encours et délai d'extinction de la dette					
€	2021	2022	2023	2024	2025
Encours au 31.12	3 317 796	3 541 975	4 997 815	7 239 344	10 536 779
Epargne brute	1 847 786	1 666 802	1 616 367	1 551 821	1 441 085
ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE	1,8	2,1	3,1	4,7	7,3

La capacité de désendettement qui mesure le nombre d'année d'épargne nécessaire à rembourser la dette passerait de 1,8 ans en 2021 à 2,1 ans en 2022 bien en deçà du seuil d'alerte défini par les analystes financiers entre 10 et 12 ans pour les communes de notre strate démographique.

L'article 24 du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022 fait évoluer la « règle d'or » des collectivités en y ajoutant un ratio d'endettement (encours de dette sur épargne brute afin de respecter l'objectif de réduction de la dette publique. Ce ratio prend en compte le budget principal et l'ensemble des budgets annexes et s'applique à partir de 2019. Il est défini en nombre d'années.

Pour chaque type de collectivités territoriales ou groupement, un plafond national de référence sera défini de la façon suivante :

-entre 11 et 13 années pour les communes de 10 000 habitants et plus ;



PLAN D'EXTINCTION DE LA DETTE AU B.P.

Année	(3) Encours BFT n°1 au 01/01	(4) Annuités BFT n°1 (5,3M€)	(5) Encours CFFL (ex DEXIA) au 01/01	(6) Annuités CFFL (3,0M€)	(7) Encours BFT n°2 au 01/01	(8) Annuités BFT n°2 (3,0M€)	(9) Encours C. Epargne au 01/01	(10) Annuités C. Epargne (3,650M€)	(11) Encours total au 01/01	(12) Annuités totales	(13) dont capital
2016	1 535 162	464 626	1 525 432	251 726	1 467 650	248 002			4 528 244	964 354	751 544
2017	1 173 857	458 313	1 353 352	250 737	1 246 339	253 383			3 773 548	962 433	785 506
2018	797 308	450 332	1 172 505	249 936	1 021 380	253 937		56 301	2 991 194	1 010 506	859 180
2019	407 039	437 000	982 445	249 094	782 860	261 602	3 513 125	222 803	5 685 469	1 170 499	1 035 009
2020	-	-	782 703	248 326	533 460	271 627	3 330 625	220 668	4 646 788	740 620	653 199
2021			572 784	247 279	272 680	278 209	3 148 125	218 532	3 993 589	744 021	675 793
2022			352 171	246 302			2 965 625	216 397	3 317 796	462 699	414 352

CFFL : Caisse Française de Financement Local
Emprunt Caisse d'Epargne de 3 650 000€ débutant en février 2018